

TCHAD :

Analyse des conflits

Octobre 2023

Analyse par :

Analyse par l'Équipe d'Apprentissage Institutionnel (ILT)
de Search for Common Ground

Ce rapport ne rentre pas dans tous les détails pour des raisons de protection et que des détails sont disponibles en contactant directement l'équipe. Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter directement Search for Common Ground.



Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre sincère gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette étude dans l'est du Tchad. Tout d'abord, nous souhaitons remercier les membres du consortium, Concern WorldWide, International Rescue Committee et Search for Common Ground, qui ont apporté un soutien inestimable tout au long du processus de recherche. Leur expertise et leurs ressources ont été déterminantes pour garantir que le processus se déroule dans les meilleurs délais et à un niveau élevé d'excellence.

Nous tenons également à remercier les équipes des différentes organisations et associations de la société civile œuvrant dans l'est du pays, celles basées à N'Djamena, qui ont apporté un soutien solide à l'équipe sur le terrain. Un grand merci à l'équipe ILT (Institutional Learning Team) et aux enquêteurs qui ont travaillé sans relâche pour collecter, transcrire, nettoyer et analyser les données. Leur dévouement et leur travail acharné ont été essentiels à la réussite de cette étude.

Enfin, nous tenons à remercier les communautés locales, les autorités administratives, coutumières et religieuses des provinces de Sila, Ouaddaï et Wadi Fira qui ont participé à cette étude et ont fourni des informations précieuses sur la dynamique des conflits dans la région. Sans leur coopération et accompagnement, cette étude n'aurait pas été possible.

Ce rapport ne rentre pas dans tous les détails pour des raisons de protection et que des détails sont disponibles en contactant directement l'équipe. Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter directement Search for Common Ground.

Acronymes

ACOP - Association pour la Cohabitation Pacifique

ADES - Agence de Développement Économique et Social

AGR - Activités Génératrices de Revenus

ANADER - Agence Nationale d'Appui au Développement Rural

CNARR - Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés

HCR - Haut-commissariat pour les Réfugiés

HIAS - Hebrew Immigrant Aid Society

IRC - International Rescue Committee

ILT- Institutional Learning Team

JRS - Jesuit Refugee Service

ONG - Organisation Non Gouvernementale

ADI - Anciens Déplacés Internes

PAM - Programme Alimentaire Mondial

PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement

RESPECCT - Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et Changements
Climatiques au Tchad

SISSAP - Système d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte Précoce au Tchad

Table des matières

REMERCIEMENTS	2
ACRONYMES.....	3
TABLE DES MATIÈRES	4
1. CONTEXTE	5
2. MÉTHODOLOGIE.....	7
3. RÉSULTATS	11
3.1 Le quotidien des habitants dans un contexte humanitaire aggravé.....	11
Sila.....	12
Ouaddaï.....	13
Wadi Fira.....	14
3.2. Les conflits endémiques : sources, causes et manifestations.....	19
3.3. Cartographie des acteurs et des mécanismes de gestion des conflits.....	24
4. LES OPPORTUNITÉS ÉMERGENTES POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PAIX: QUELLES IMPLICATIONS POUR LES ACTEURS EXTERNES?	34
5. CONCLUSION	40

1. Contexte

INTRODUCTION

Pays Sahélien d'Afrique centrale, le Tchad a une superficie estimée à 1,285 million de km² et abrite plus de 200 groupes ethniques, dont les Sara, les Arabo-Baggara et les Kanembu constituent les groupes majoritaires. La population tchadienne est inégalement répartie dans l'espace géographique national, l'occupation territoriale obéissant aux conditions géoclimatiques.¹ L'analyse de conflits dans un tel contexte est essentielle pour guider la mise en oeuvre efficace des projets humanitaires et de développement dans une manière sensible aux conflits. Ce rapport est accompagné d'une analyse plus approfondie du contexte à travers une revue documentaire qui est accessible en annexe 1. Quelques études antérieures menées au Tchad démontrent que les causes de conflits sont expliquées à la fois par des dynamiques locales et régionales, qu'il faut analyser de près, avant la mise en oeuvre de programmes humanitaires, de consolidation de la paix et de développement. L'objectif principal de cette étude est de fournir des informations clés en vue d'intégrer l'approche "sensibilité aux conflits" au programme de Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et Changements Climatiques au Tchad (RESPECCT) mis en oeuvre en consortium entre International Rescue Committee (IRC), Concern WorldWide et Search for Common Ground.

PRÉSENTATION DU PROJET²

Le programme RESPECCT vise à améliorer des conditions de vie et à favoriser la résilience des populations autochtones, réfugiées et retournées dans les zones d'accueil, à travers un appui au développement local inclusif. Le but étant de minimiser les facteurs qui favorisent les tensions entre les communautés et l'accroissement des déplacements forcés. Le programme est mis en oeuvre dans trois provinces de l'Est du Tchad : Sila, Ouaddaï et Wadi Fira. La combinaison de crises structurelles et conjoncturelles nécessite une approche cohérente de l'aide humanitaire, de s'imprégner de perspectives de développement à long terme, tenant des effets du changement climatique et des efforts à déployer afin de promouvoir la cohésion sociale et la cohabitation pacifique. De ce fait, l'approche du triple Nexus³ est particulièrement appropriée dans ce contexte.

Avant de présenter les résultats de cette étude, il conviendrait d'apporter des éclaircissements sur les thèmes identifiés pour mesurer et catégoriser les données qualitatives et quantitatives. Le but de cette recherche n'est pas uniquement de faire un état des lieux des besoins des populations vivant dans un contexte fragile. Il s'agit aussi d'explorer les dynamiques conflictuelles mettant à mal la paix et les opportunités pour la paix dans la région. Ainsi, le cadre d'impact de la paix⁴ a été utilisé pour analyser les résultats et catégoriser des éléments les plus pertinents au contexte. Des cinq thèmes du cadre d'impact de la paix,⁵ cette étude a révélé les thèmes les plus pertinents et urgents pour la cohésion sociale au sein de la population touchée, à savoir: le **pouvoir d'agir**, **la polarisation**, **la légitimité des autorités/leaders** et des institutions et les **investissements** dans la paix.

¹ Dumont, Gérard-François. 2007. "Géopolitique et populations au Tchad." *Outre-Terre* 20 (3): 263–88. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0263>.

² Voir le rapport de démarrage pour plus d'informations

³ Le triple nexus est un cadre stratégique visant à intégrer et à rationaliser, pour davantage d'efficacité, la coordination et la collaboration entre les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix/sécurité. OCDE. 2019. "DAC Recommendation on the Humanitarian-Development-Peace Nexus". OECD/Legal/5019. OCDE. <https://legalinstruments.oecd.org/public/doc/643/643.en.pdf>.

⁴ Lemon, A. et al. "The Peace Impact Framework". Disponible sur cnxus.org/peace-impact-framework/. Aussi disponible à : Lemon, A. "A Global Framework to Measure Peace". Dans : *Are We Making a Difference? Global and Local Efforts to Assess Peacebuilding Effectiveness*, édité par Stacey L. Connaughton et Jasmine R. Linabary. Rowman & Littlefield Publishers. 2024. Guide du cadre d'impact sur la paix <https://cnxus.org/fr/resource/peace-impact-framework-guide/>

⁵ Guide du cadre d'impact sur la paix <https://cnxus.org/fr/resource/peace-impact-framework-guide/>

Le **POUVOIR D'AGIR** permet de comprendre la relation entre l'individu et la société. Il se traduit par le sentiment de pouvoir créer un changement positif. Dans le cadre de cette étude, la capacité ou le sentiment de résilience des individus et des groupes d'individus est souvent analysée sous ce thème. Une trajectoire négative de ce sentiment d'impuissance et peut mener vers des mécanismes d'adaptation/de résilience jugés négatifs et contre la paix et la cohésion sociale. La **POLARISATION** est un phénomène qui permet d'identifier les risques ou les pratiques opposant un groupe à un autre. Dans le cadre de **RESPECT**, la cohabitation pacifique, la solidarité, voire la collaboration entre les populations hôtes, les réfugiés et les anciens déplacés internes est un élément important pour mesurer la paix et la cohésion sociale. Certains types de conflits sont maintenus en fonction du niveau de polarisation. La polarisation se nourrit d'une perte de confiance entre les individus, tandis que les actes de solidarité illustrent une réduction des dynamiques polarisantes. La notion de **LÉGITIMITÉ** permettra de présenter un diagnostic des mécanismes de gestion des conflits existants, de la qualité de ceux-ci et du niveau de confiance que la société exprime vis-à-vis des institutions et des acteurs de la justice, de la paix et de la sécurité. En outre, puisque cette étude vise en partie à faire l'état des lieux de l'assistance humanitaire dans ces contextes et des opportunités et des ressources à investir pour une intervention sensible aux conflits, les **INVESTISSEMENTS** pouvant servir à la paix et au renforcement de la cohésion sociale doivent aussi être identifiés et intégrés dans le cadre de mesure et d'apprentissage de ce qui peut améliorer les conditions de vie des populations affectées par les conflits. Enfin, l'analyse a utilisé une approche intersectionnelle afin de comprendre les dynamiques interrelationnelles entre les différents groupes au sein des communautés affectées par les conflits. Ainsi, l'analyse intersectionnelle et contextualisée peut fournir des indications sur les expériences vécues, les besoins et les défis uniques (souvent facteurs de discrimination) auxquels sont confrontés différents groupes au sein de la population touchée.

Enfin, l'analyse a utilisé une approche intersectionnelle afin de comprendre dynamiques interrelationnelles entre les différents groupes au sein des communautés affectées par les conflits. Ainsi, l'analyse intersectionnelle et contextualisée peut fournir des indications sur les expériences vécues, les besoins et les défis uniques (souvent facteurs de discrimination) auxquels sont confrontés différents groupes au sein de la population touchée.

2. Méthodologie

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'analyse des conflits expose les événements et les expériences vécues et partagées par les habitants des trois provinces ciblées par l'étude. La démarche est de prendre en considération les contextes : événements, opinions, dynamiques relationnelles et interpersonnelles entre les membres de la communauté et les acteurs, et d'identifier les éléments qui garantissent leur bien-être et de leur capacité de résilience, dans un contexte humanitaire aggravé par les crises successives de nature humanitaire, environnementale ou politique.

Pour rappel, l'analyse des conflits repose sur 3 objectifs (voir les Tdrs et le rapport).

- **Objectif 1** : Analyser les dynamiques des conflits et l'intersectionnalité liés à ces conflits dans les provinces de Ouaddaï, Wadi Fira et au Sila à l'Est du Tchad;
- **Objectif 2** : Réaliser une cartographie des acteurs locaux impliqués dans la consolidation de la paix et leurs interactions;
- **Objectif 3** : Analyser l'interaction entre dynamiques de conflits et l'impact des interventions humanitaires ayant ciblé les zones sélectionnées pour l'étude.

Afin de répondre aux trois objectifs de recherche susmentionnés, le rapport comporte les éléments suivants:

1. **La description et analyse du vécu des individus et des groupes divers afin de mieux comprendre leur contexte, leurs moyens de subsistance, leurs expériences et réponses aux conflits, ainsi que leurs vision d'une vie quotidienne améliorée.** Ceci permet aussi de faire l'état des lieux des acteurs (influenceurs) qui aident à maintenir et ou instaurer la paix et la cohésion sociale au quotidien.
2. **L'analyse des schémas interactionnels entre les acteurs de gestions des conflits et la population afin de définir les mécanismes existants (positifs ou négatifs) et identifier des opportunités de renforcer ces mécanismes.**
3. **L'identification des acteurs nationaux, locaux et extérieurs et des opportunités à investir pour influencer et maintenir la cohésion sociale** dans ces localités sera renforcée par l'analyse de l'impact des interventions humanitaires. S'ensuivront des recommandations pour une intervention sensible aux conflits en mobilisant les acteurs les plus pertinents pour les appliquer.

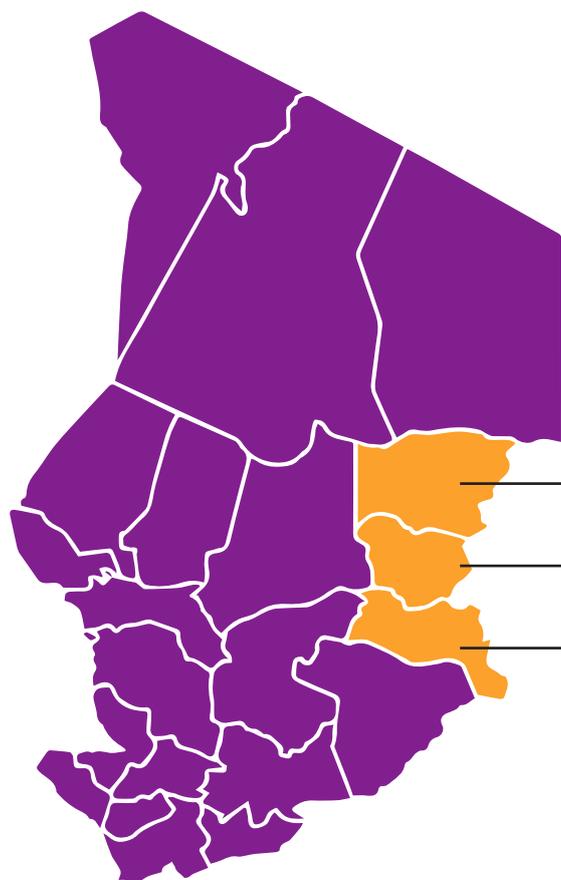
COLLECTE DES DONNÉES ET ANALYSE

La recherche repose sur une méthode mixte incluant à la fois des approches qualitatives et quantitatives de collecte de données. La collecte de données a été menée entre juillet et août 2023 auprès des communautés locales dans les provinces de Ouaddaï, Wadi Fira et au Sila à l'est du Tchad.

Les participants aux entretiens ont fait part de leurs points de vue sur les types de conflits récurrents dans leurs milieux respectifs, la consolidation de la paix et sur l'impact des interventions humanitaires dans leur vie et leur communauté. **Pour plus de détails sur la méthodologie et les approches utilisées, veuillez voir Annexe 1.**

ÉCHANTILLONNAGE ET REPRÉSENTATIVITÉ

La collecte des données s'est tenue dans les localités suivantes:



Province de Wadi Fira: Amnabak Centre, Dimissi, Emblème, Iriba, Iridimi & Sourabourkidi.

Province de Ouaddai: Abeche, Arkoum, Bredjing Village, Hadjer Hadid, Kiniwane & Ourkoulong.

Province de Sila: Abchur, Aradib, Goz Beida, Gourou Koune, Habile 3, Korere et Zabout.

Un sondage auprès de 891 ménages a été mené dans les trois provinces concernées afin d'évaluer la perception de répondants sur les dynamiques de conflits et la consolidation de la paix dans la région. **52 entretiens** ont été conduits avec des informateurs clés issus des autorités administratives, des autorités coutumières, des chefs religieux et des représentant(e)s d'organisations de la société civile. **62 focus groupes** ont eu lieu. Les participants aux groupes de discussion ont été mobilisés en fonction de leur sexe et de leur statut dans la communauté: membres de la communauté hôte, jeunes âgés de 18 à 25 ans et réfugiés (réfugiés préexistants⁶ et de nouveaux réfugiés⁷) vivant dans des camps de réfugiés. Les personnes retournées n'ont pas été spécifiquement identifiées pour le compte de cette étude, afin de ne pas alourdir le long processus d'identification des participants aux groupes de discussion. Ce groupe d'individus se retrouve donc assimilé aux anciens déplacés internes et aux communautés hôtes. Les participants devaient résider dans la localité ciblée et correspondre au profil défini pour prendre part à la discussion.

Au total, 1600 individus ont été consultés dans le cadre de cette étude. Pour le sondage quantitatif, l'équipe a ciblé un échantillon représentatif de la population, et les discussions ont ciblé les groupes représentant la diversité de la population dans chaque zone. **Pour plusieurs détails, veuillez voir l'Annexe 1.**

⁶ Ou Anciens réfugiés, ce sont des personnes qui se trouvent au Tchad avec le statut de réfugié depuis plus d'un an, en particulier celles qui sont issues des troubles survenus au Soudan en 2003-2004.

⁷ Réfugiés pour cause de la dernière crise au Soudan, qui a débuté en avril 2023.

QUI A PARTICIPÉ À L'ÉTUDE?

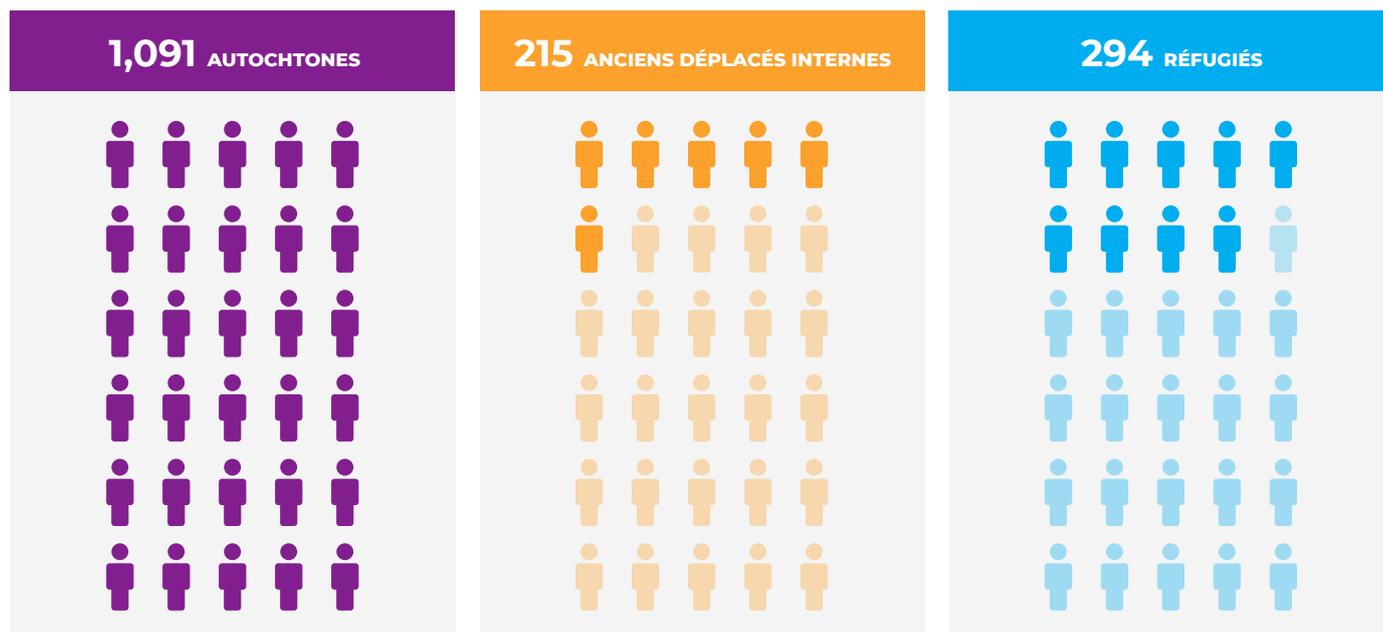


Figure 1 Nombre de participants à l'étude: 1,091 = Autochtones; 215 = Anciens Déplacés Internes; 294 = Réfugiés

LIMITATIONS

Les limitations concernent particulièrement l'opérationnalisation de la recherche et les conditions d'accès aux zones cibles qui ont particulièrement affecté le calendrier. De plus, l'équipe de la recherche a dû prendre des précautions nécessaires en vue de maintenir une coordination de qualité avec les autorités et les enquêteurs locaux pour accéder aux divers groupes ciblés par l'étude.

LIMITATIONS		MESURES DE MITIGATION	
Recrutement des énumérateurs issus des localités ciblées	<ul style="list-style-type: none"> » L'arabe tchadien, autre langue officielle du pays, comporte plusieurs dialectes qui varient d'une région à une autre. Or, les candidats ayant manifesté leur intérêt étaient majoritairement issus de grandes zones urbaines (de N'Djamena et d'Abéché). Le manque de maîtrise du dialecte local pouvait non seulement affecter la possibilité de mettre en exergue les perspectives culturelles et localement ancrées, mais aussi compromettre la précision des informations collectées, et l'analyse. 	Travail en collaboration avec les autorités locales	<ul style="list-style-type: none"> » Pour confirmer les candidats sélectionnés, nous avons dû procéder à des vérifications supplémentaires avec l'aide des autorités locales et des représentants de la jeunesse, sans leur permettre d'influencer notre décision finale. Les enquêteurs ont été mobilisés et déployés en fonction de leurs forces et faiblesses, de leur connaissance de la région et des dialectes locaux.
Accès aux réfugiés à Wadi Fira	<ul style="list-style-type: none"> » Malgré l'autorisation formelle des autorités compétentes, nous avons rencontré une certaine résistance de la part des jeunes dans le camp d'Amnabak, où nous avions prévu d'organiser un groupe de discussion avec des adultes (hommes et femmes). » De plus, les informations que nous avons reçues laissaient entendre que dans la localité d'Emblème il y avait des anciens déplacés internes, mais lorsque notre équipe est arrivée, il s'est avéré qu'il n'y en avait pas. 	Réaménagement du programme de collecte	<ul style="list-style-type: none"> » Pour éviter les tensions, nous avons annulé les groupes de discussion prévus au camp de réfugiés d'Amnabak. » L'équipe n'ayant pas trouvé de site de anciens déplacés internes dans la région, elle s'est donc rendue dans le village suivant pour la collecte.

LIMITATIONS		MESURES DE MITIGATION	
Accès aux réfugiés à Wadi Fira, cont.	<ul style="list-style-type: none"> » Pourtant, le Wadi Fira comporte l'un des plus grands camps de réfugiés de la région. Par conséquent, nous avons manqué une occasion d'obtenir une bonne représentation des opinions des réfugiés dans cette région. 		
Contraintes liées à la mobilisation des participantes	<ul style="list-style-type: none"> » Les normes culturelles et la dynamique du pouvoir dans l'est du Tchad peuvent constituer un obstacle à l'accès à certains groupes, en particulier les femmes et les filles. Il peut donc être difficile pour elles de participer en toute sécurité aux activités de collecte de données. De plus, préjugés et stéréotypes liés au genre peuvent influencer la manière dont les données sont collectées, analysées et interprétées. 	Adopter une approche sensible au genre	<ul style="list-style-type: none"> » Nous avons recruté une équipe mixte d'enquêteurs locaux (50% hommes & 50% femmes) et les avons formés aux méthodes et approches sensibles au genre. » Les groupes de discussion de femmes ont été animés par des femmes enquêtrices afin de garantir leur confiance. » Nous avons régulièrement examiné et analysé les données pour déceler les préjugés sexistes ou les biais dans les résultats.

3. Résultats

3.1 : Le quotidien des habitants dans un contexte humanitaire aggravé

Cette section est dédiée à la description du vécu des communautés rencontrées dans le cadre de l'étude. **Le but des consultations et des focus groupes était d'inviter des membres de la communauté à partager leurs expériences vécues, leurs perspectives et leurs avis sur les conflits qui les affectent, ainsi que leur vision d'une communauté en paix et où la cohabitation pacifique existe.**⁸

Les diverses communautés consultées ont mis l'accent sur la nécessité d'investir et de faciliter l'accès aux infrastructures de base, de garantir leurs moyens de subsistance et la protection et la paix, notamment la cohésion, la justice et la gouvernance. On ne note pas de disparité entre les genres sur ces recommandations même si l'analyse intersectionnelle a mis en évidence que dans ces contextes humanitaires aggravés, les voix des enfants (recueillis auprès des adultes interrogés), femmes et des jeunes sont les moins entendues et que les femmes et les jeunes sont ceux qui sont les plus enclins ou contraints à abandonner leur moyen de subsistance. On ne distingue pas non plus de différence majeure entre les autochtones et les non-résidents (réfugiés, retournés), toutes les catégories de personnes réclament aussi bien l'assistance que le mieux-vivre ensemble. Toutefois, nous verrons que les autochtones sont majoritairement des agriculteurs et qu'ils subissent à la fois la crise humanitaire et les effets du changement climatique en déplorant la dégradation de leur environnement et des terres agricoles, à cela s'ajoutent les conflits endémiques autour des ressources foncières, ce qui en fait une population particulièrement vulnérable selon elle. Quant aux populations réfugiées, leur préoccupation est un peu plus axée sur l'assistance directe y compris la protection.

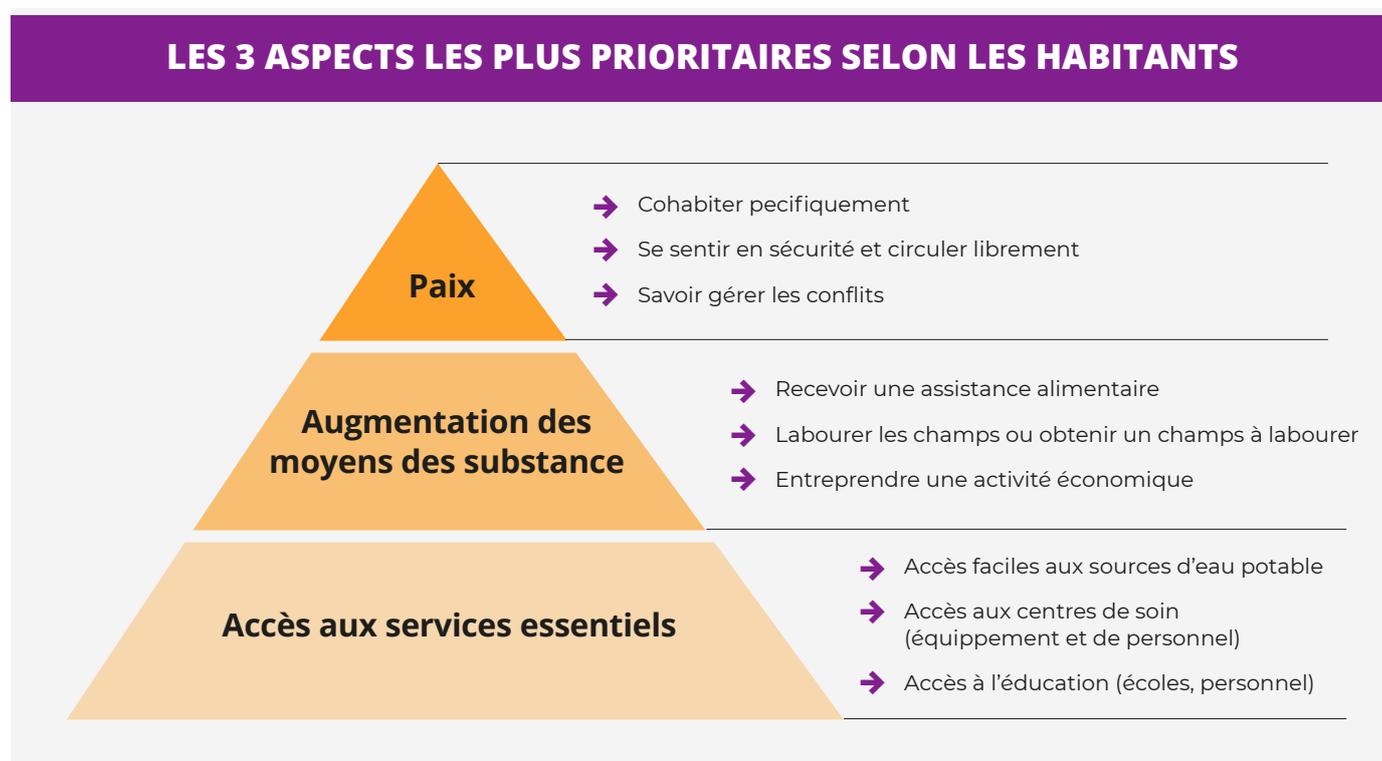


Figure 2 Priorités selon les communautés pour améliorer leur condition et renforcer la cohésion sociale

⁸ Conformément au pilier 1 (expériences vécues) du cadre d'impact de la paix.

Dans l'ensemble, la description des expériences vécues fait état des cas d'insécurité et de violence signalés par ci par là, affectant toutes les couches de la population; du manque d'eau et d'infrastructure sanitaire; et de la menace d'une insécurité alimentaire, voire des cas de famine. Il est important de noter que le changement climatique n'est relaté que dans certaines localités de Ouaddaï et de Wadi Fira où les habitants font plus références aux inondations affectant la qualité des récoltes agricoles (voir les profils communautaires pour plus de détails). Leur expérience du conflit se traduit par la récurrence de tensions entre les éleveurs et les agriculteurs; et entre les réfugiés et les autochtones. Elle est exacerbée par le manque d'infrastructures (eau, santé, éducation) et d'un sentiment d'insatisfaction du niveau de poursuite en justice des membres de la communauté qui perpétuent des actes de violence et de vandalisme. Ceci a été fréquemment exprimé par les participants lorsqu'il a été demandé de définir les systèmes de gestion des conflits. En revanche, pour les répondants, un contexte où la paix existe est caractérisé par la fréquentation commune des lieux culturels, éducatifs et des champs; un partage équitable des ressources (assistance humanitaire et ressources foncières et hydrique); et le retour de la sécurité.

Voici ci-dessous le profilage communautaire agrégé au niveau provincial pour Sila, Ouaddaï et Wadi Fira. CHAQUE PROFIL comporte une description du contexte, des expériences vécues (autour du conflit et de la paix), ainsi que des priorités identifiées pour favoriser la cohésion sociale. Un tableau récapitulatif des priorités par province clôture cette section et une liste d'observations (1 à 5) met en évidence les similitudes entre les trois provinces tout en tenant compte des questions clés de la recherche.

Sila

Les participants aux groupes de discussion dans le Sila ont mis l'accent sur l'insécurité qui règne au quotidien. Ce sentiment d'insécurité a émergé en réponse aux événements violents tels que des braquages, des meurtres et des enlèvements d'enfants et d'adultes. Ils ont aussi signalé des tensions intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs, avec parfois une dimension interethnique (voir section 2 pour une analyse de ce type de conflit). Hormis la violence et l'insécurité qui empêchent la libre circulation des biens et des personnes, les défis les plus récurrents sont liés à l'accès aux services de base, telle que l'eau (se soldant par des conflits), la santé et dans certains cas la faiblesse des réseaux de communication.⁹ De plus, la détérioration de l'état des routes rend encore plus difficile l'accès aux soins, aux champs et aux sources d'eau potable.¹⁰

Par ailleurs, la réduction des moyens de subsistance se traduit par une baisse de la production agricole, en raison des difficultés rencontrées par les populations autochtones pour aller travailler dans les champs après les inondations.¹¹ Les répondants font aussi observer une réduction des espaces arables en raison de la surpopulation et de la nécessité d'abriter les nouveaux arrivants (principalement des réfugiés), et de l'abandon des terres pour échapper à la violence. Ces difficultés constituent des facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire et ont provoqué des cas de famine.¹² Enfin, les risques liés à l'insalubrité et à l'hygiène influencent la relation entre les habitants et affectent particulièrement la santé des enfants.¹³

⁹ Exprimé par la population hôte de Goz Beida. Juillet 2023.

¹⁰ Focus groupe à Goz Beida avec des hommes, avec des hommes anciens déplacés internes, à Kororé avec des femmes, avec des hommes, à Zabout avec des réfugiés hommes. Juillet 2023.

¹¹ Focus groupe à Habilé 3. Juillet 2023.

¹² Focus groupe à Goz Beida avec les réfugiés femmes à Gourou koune avec les réfugiés hommes, à Korore avec les réfugiés femmes, à Aradib avec les hommes anciens déplacés internes, avec des réfugiées femmes à Zabout, avec des réfugiés hommes et anciens déplacés internes. Juillet 2023.

¹³ Focus groupes à Korore et à Zabout. Juillet 2023.

En dépit de l'insécurité et de la violence physique et verbale, la cohabitation et le vivre-ensemble sont des signes importants du souhait de vouloir cultiver la paix. Ainsi, les moments de célébration ou de deuil sont perçus comme des éléments fédérateurs pour les différents groupes ayant fait partie de notre échantillonnage dans la région. Aussi, le fait que les enfants de différents groupes fréquentent la même école est un signe que la cohabitation est pacifique. En revanche, la solidarité avec les nouveaux réfugiés ayant fui la crise soudanaise est conditionnée à une répartition équitable des ressources et de l'assistance humanitaire. De plus, l'impact négatif de l'arrivée de nouveaux réfugiés a été fortement exprimé par les participants, et particulièrement par les ADI à Zabout. Toutefois, la nécessité de maintenir une cohabitation pacifique et de réduire les conflits est une vision partagée par tous les habitants. Pour ce qui est du besoin d'améliorer leur condition de vie, il est exprimé par la priorité accordée à la sécurisation des champs et des routes, à l'accès à l'eau et aux soins de santé, à l'éducation et à une assistance non discriminante et plus équitable.

Ouaddaï

La vie quotidienne des groupes interrogés dans la province du Ouaddaï est caractérisée par une vulnérabilité accrue des habitants causée par l'augmentation du coût de la vie et exacerbée par la crise actuelle dans la région ayant entraîné un afflux de réfugiés dans leur province. Il conviendrait de noter que la cherté de la vie est une conséquence fréquemment rapportée par les informateurs clés et les enquêtés dans les 3 provinces. Cependant, les consultations de groupe de la province de Ouaddaï ont plus amplement insisté sur les effets de cette augmentation du coût de la vie dans leur quotidien. D'ailleurs, les répondants autochtones ont beaucoup insisté sur leur vulnérabilité économique, marqué par le chômage des jeunes,¹⁴ la perte de leurs terres transformés en camps de réfugiés,¹⁵ les vols des produits agricoles par les réfugiés,¹⁶ le changement climatique,¹⁷ un niveau limité de transparence et de communication dans l'administration et le détournement des biens.¹⁸ Par ailleurs, la relation entre la population hôte et les réfugiés se polarise. Ce qui pousserait également les anciens déplacés internes et les réfugiés à poursuivre leurs migrations vers des centres urbains.

De plus, comme à Sila, l'insécurité et les violences physiques (meurtres, agressions, bagarres autour des points d'eau) sont des événements très récurrents et touchent aussi bien les autochtones que les non-résidents, même si, du point de vue des autochtones, les réfugiés sont souvent tenus pour responsables des cas vols et des actes de violence (voir chapitre 2). En outre, la présence de coupeurs de route et les braquages à répétition exacerbent la crainte quotidienne des hommes et des femmes. A noter aussi que des cas de violence faites aux femmes et de mariage précoces ont été rapportés par quelques participants.¹⁹

En outre, les répondants dans le Ouaddaï rapportent ne plus être à l'abri des effets négatifs du changement climatique²⁰ qui se traduit par un état de sécheresse, d'infertilité des terres, des attaques de chenilles. Ceci a favorisé l'insécurité alimentaire et a conduit à des cas de malnutrition, particulièrement à Bredjing village (aussi bien que dans le camp des réfugiés). Cependant, nous constatons que ces déclarations reflètent également une utilisation inappropriée des terres en raison du manque de matériel

¹⁴ Focus groupe avec des jeunes hommes à Abéché et avec des femmes à Hadjer Hadjid. Août 2023

¹⁵ Focus groupe avec des hommes à Ourkouloug. Août 2023

¹⁶ Focus groupe à Kiniwane avec de jeunes filles et à Ourkouloug avec des jeunes filles, à Hadjer Hadjid avec des jeunes hommes et avec des hommes ; à Abéché avec des hommes, avec des femmes. Août 2023

¹⁷ Focus groupe à Bredjing village avec des hommes, et à Ourkouloug avec des hommes. Août 2023

¹⁸ Focus groupe à Kiniwane. Août 2023

¹⁹ Focus groupe avec des réfugiées femmes à Kiniwane, avec des femmes autochtones à Abéché. Enlèvement d'enfants a été mentionné dans un focus groupe à Abéché. Août 2023

²⁰ Focus groupe à Bredjing, Ourkouloug, Hadjer Hadjid, Arkoum avec les autochtones. Août 2023

agricole,²¹ de l'accès difficile aux sources d'eau et de la dégradation des champs à la suite d'actes de vandalisme. Cet état d'insécurité affecte les relations entre la population et les forces de sécurité, en particulier les militaires, ce qui entraîne un sentiment de méfiance de certains, qui dénoncent les arrestations arbitraires ou l'inaction des services de sécurité.²² Ceci a été plus particulièrement exprimé par les hommes (adultes et jeunes).

Les signes évocateurs d'une cohabitation pacifique sont les mêmes que celles qui ont été exprimées par les habitants du Sila, à savoir : la fréquentation des mêmes écoles par les enfants provenant des différentes couches de la population, les cérémonies culturelles et religieuses sont généralement inclusives, et le bon voisinage malgré les conflits fonciers.²³ De plus un bon nombre de participants ont affirmé que vivre en paix signifie la cessation du bruit des armes²⁴ et la réalisation des activités champêtres en toute tranquillité.²⁵ En outre, la cohabitation pacifique est une priorité pour les habitants et résonne avec la multiplication des initiatives/lieux de rassemblement, l'accroissement de la collaboration autour de la gestion des conflits fonciers. Les répondants revendiquent la mise en place d'activités génératrices de revenu (AGR) pour atténuer les tensions entre les autochtones et les réfugiés. Le renforcement de la résilience économique des habitants par une dotation de capacités à labourer leurs champs et la facilité d'accès aux services essentiels : eau, santé et éducation, sont des priorités partagées par plusieurs communautés.²⁶ L'analyse intersectionnelle permet d'identifier que les jeunes se tournent plus facilement vers des mécanismes d'adaptation parfois négatifs. Cela se traduit par la consommation d'alcools et drogues,²⁷ la rivalité entre jeunes²⁸ et leur migration vers les villes²⁹ en quête d'opportunités. Pour leur part, les femmes, tout en appréciant le mécanisme de résolution des conflits au sein de la communauté, se sentent exclues du processus de prise de décision. Elles expriment le défi d'obtenir un soutien pour leurs activités entrepreneuriales, en particulier pour celles qui sont analphabètes et pour lesquelles une formation appropriée pourrait assurer l'autosuffisance et leur pouvoir d'agir.

Wadi Fira

Les discussions de groupe ont révélé que la dégradation des conditions de vie des autochtones et des réfugiés préexistants, présents depuis plusieurs décennies est directement imputable à l'arrivée de nouveaux réfugiés. Cela suggère une coexistence plus ou moins fragile entre la population locale et les réfugiés préexistants. Les tensions entre réfugiés et les autochtones autour des ressources foncières sont vives car les réfugiés se heurtent aux refus de les laisser cultiver les terres, ce qui aggrave leur condition de vie,³⁰ tandis que les autochtones rapportent souffrir de la concession de leur terre au profit des réfugiés.³¹ Les champs servent de campements pour les réfugiés.³² Selon les autochtones, leur suffisance alimentaire est compromise car ils doivent partager les ressources avec les autres habitants. Il en est de même pour l'utilisation des terres agricoles. Le manque de pâturage pour les animaux est aussi un facteur aggravant de l'insuffisance alimentaire à Iriba. Cependant, il conviendrait aussi de noter que le

²¹ Focus groupe à Arkoum avec des réfugiés (hommes et avec des femmes, dont des nouveaux réfugiés), Août 2023, focus groupe à Kiniwane. Août 2023

²² Focus groupe à Abéché, Arkoum et à Hadjer Hadjid. Août 2023

²³ Focus groupe à Bredjing avec des femmes réfugiées, et à Arkoum avec des femmes réfugiées. Août 2023

²⁴ Focus groupe à Bredjing. Août 2023

²⁵ Focus groupes à Ourkoulong, focus groupes avec des membre de la population hôte (hommes ; et avec des femmes) à Hadjer Hadjid

²⁶ Focus groupes à Kiniwane, Ourkoulong, Hadjer Hadid. Août 2023

²⁷ Focus groupe avec des femmes à Abéché. Août 2023

²⁸ Focus groupe à Arkoum. Août 2023

²⁹ Focus groupe à Bredjing avec des hommes, à Kiniwane. Août 2023

³⁰ Focus groupes à Iridimi. Août 2023

³¹ Focus groupe avec des femmes à Sourabourkidi. Août 2023

³² Focus groupe à Iriba. Août 2023

changement climatique contribue aussi à la diminution des ressources. Les participants ont mentionné qu'il se manifeste par la sécheresse et l'apparition de chenilles, ainsi dégradant l'état des champs.³³ Ajoutons à cela le manque d'eau potable et l'insuffisance de point d'eau, et de bois de chauffe³⁴ présentés comme défis permanents. D'ailleurs, plusieurs groupes de participants ont déclaré devoir parcourir de longs kilomètres au quotidien pour se rendre à une source d'eau potable (hors saison des pluies).³⁵ En outre, les services de santé sont inaccessibles et de nombreux décès ont été attribués aux services de santé mal équipés.³⁶ Par exemple, à Dimissi, les maladies hydriques et autres maladies infectieuses telles que la typhoïde et le paludisme préoccupent les femmes ayant participé à l'étude. Par ailleurs, le chômage est une problématique qui préoccupe plus particulièrement les jeunes à Iriba et à Sourabourkidi. Selon les jeunes, l'Etat devrait faire plus sur les infrastructures en général et le système d'éducation en particulier, car certains élèves ont subi une année blanche.³⁷

Les conflits intra-communautaires n'ont que très rarement été évoqués: seuls les jeunes ont mentionné la récurrence de tension/violence entre jeunes (jeunes hommes) et des disputes intra-familiales au sujet de l'éducation des enfants (particulièrement à Dimissi). Toutefois, les informations à ce sujet ne révèlent aucune tendance sur les violences conjugales et domestiques.

La solidarité subsiste et malgré les tensions autour des ressources foncières et hydriques, l'acceptation de la présence des réfugiés est partagée³⁸ due à la proximité historique et culturelle car beaucoup de réfugiés sont originaires du Soudan, tout comme les nouveaux arrivants. Comme à Ouaddaï, à Wadi Fira la paix est synonyme de distribution équitable et d'un partage de terres permettant le maintien des travaux champêtres pour tous. Par conséquent, la priorité des habitants consultés en vue d'améliorer leur quotidien et de diminuer les tensions repose sur la mise en place d'infrastructures de base (eau, santé et éducation), l'accès aux champs et la dotation de matériels pour améliorer la qualité des terres et des productions agricoles. A Iriba, il y a un besoin urgent de faire de la sensibilisation à la cohabitation pacifique et de gérer les conflits. Comme dans les autres provinces ciblées, l'insécurité sur les routes affecte négativement la libre circulation des personnes celles-ci ne pouvant pas se facilement se rendre au marché ou dans les champs comme avant en raison de la présence de coupeurs de route.³⁹

OBSERVATION #1 : Des conditions d'insécurité aggravées

La description du quotidien des habitants révèle que les conditions sécuritaires sont particulièrement aggravées en raison de la crise humanitaire actuelle et des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Tous les participants ont déploré des cas d'insécurité et des actes de violence, de banditisme et des meurtres. Selon les répondants, certaines failles dans les mécanismes assurant la gestion des conflits et la justice sont aussi des facteurs qui exacerbent ce sentiment d'insécurité. Nous verrons dans les prochaines sections que cela affecte négativement la confiance aux institutions en charge de la prévention et gestion des conflits. En outre, les effets du changement climatique contribuent à renforcer l'insécurité mais cette fois-ci sur le plan alimentaire. De nombreux participants, en particulier des agriculteurs issus de la population autochtone, ont insisté sur la détérioration de leurs terres à la suite d'inondations, de la sécheresse, sans compter les actes de vandalismes émanant des éleveurs. L'infertilité des sols, couplée aux besoins d'une assistance alimentaire à partager entre réfugiés, anciens déplacés internes et autochtones, met en relief les conditions et les risques d'insécurité alimentaire affectant toutes les couches de la population.

³³ Focus groupes à Iridimi, Sourabouki, Amnabak, Dissimi. Août 2023

³⁴ Focus groupes à Iriba mettent l'accent sur l'absence de barrage, à Iridimi, Sourabouki, Amnaback, Embleme. Août 2023

³⁵ Focus groupe à Embleme, Sourabourkidi, et à Dimissi. Août 2023

³⁶ Focus groupes à Iriba et à Sourabourkidi. Août 2023

³⁷ Focus groupe avec des jeunes à Iriba, avec des jeunes hommes à Dimissi et à Sourabourkidi. Août 2023

³⁸ Focus groupe à Sourabouki et à Iriba. Août 2023

³⁹ Focus groupes avec des jeunes femmes, des jeunes hommes à Iriba et à Sourabouki, focus groupes avec des femmes à Amnabak. Août 2023

D'ailleurs, des cas de décès dus à la famine à Ouaddaï et à Wadi Fira ont été rapportés par les répondants, ainsi que la malnutrition des enfants et des femmes, une préoccupation particulière chez les habitantes de Wadi Fira. Enfin, la défaillance ou l'absence des infrastructures de base est un facteur clé dans la détérioration des conditions de vie. Il est de plus en plus difficile d'accéder à l'eau potable et autres sources d'eau, aux centres de santé et à l'éducation, ce qui affecte la santé physique et mentale des habitants, en particulier des jeunes et des enfants. Cela affecte également le vivre ensemble dans la mesure où le manque d'infrastructure nourrit les conflits.

OBSERVATION #2 : Vulnérabilité en croissance des moyens de subsistance

La majorité des participants aux groupes de discussion ont insisté sur la pauvreté grandissante dans les foyers. La réduction de leurs moyens de subsistance, exacerbée par la crise en cours et le changement climatique, est l'élément le plus impactant sur leur capacité de résilience. En effet, l'activité agricole étant la principale activité d'une majorité de foyers, aussi bien chez les autochtones que chez les anciens déplacés internes et les réfugiés. L'insécurité alimentaire, la dégradation des sols et les conflits intercommunautaires rendent leur capital et leurs biens (ressources agricoles physiques) d'autant plus vulnérables à la satisfaction de leurs propres besoins. De plus, l'afflux des réfugiés avec lesquels le partage des terres s'impose est aussi un facteur conduisant à l'appauvrissement des habitants. Ceci est particulièrement dénoncé par les autochtones. A cela s'ajoutent des infrastructures dégradées ou absentes (comme les points d'eau potable, des barrages qui ne fonctionnent pas, des routes impraticables) et l'insécurité qui contraint les habitants à abandonner leurs travaux champêtres. Par conséquent, de nombreux habitants ont fait remarquer la baisse de leur production agricole due aux facteurs susmentionnés mais aussi à des techniques de cultures qui ne semblent plus être adéquates en raison du changement climatique et de la dégradation des sols. Enfin, l'augmentation du coût de la vie, perçue comme une conséquence directe de l'arrivée des réfugiés dans leur localité, exacerbe la pauvreté des ménages.

OBSERVATION #3 : Le pouvoir d'agir des jeunes et l'autonomie des femmes à désirer

Les conditions d'insécurité conduisent les habitants à minimiser leurs déplacements et leurs tâches quotidiennes. La réduction de la liberté de circulation due aux problèmes d'infrastructure et des cas de violence est un fait marquant pour le quotidien d'un bon nombre d'entre eux. Ceci a été particulièrement évoqué par les jeunes (hommes et femmes) et les femmes. La restriction de leur mouvement affecte naturellement leurs activités économiques. L'arrêt du calendrier scolaire et le manque d'infrastructures scolaires et de personnels (qualifiés) est aussi un frein au développement social des enfants et des jeunes. Les femmes sont très préoccupées par l'éducation des enfants et l'insécurité alimentaire pouvant augmenter les cas de malnutrition. Il est aussi important de noter que les activités champêtres sont aussi menées par les femmes et que les conflits fonciers et la réduction des biens et ressources agricoles affecte leur autonomie et leur capacité de résilience. Un bon nombre d'entre elles ont associé la perte/réduction de leur terre à l'absence de la paix et à la pauvreté. De plus, le chômage endémique (et plus important dans les localités urbaines lointaines) et la cherté de la vie poussent les jeunes à envisager la migration urbaine, cela au risque de s'exposer davantage aux risques liés à l'insécurité et la violence. Pour finir, on dénote que les jeunes et les femmes ne sont pas suffisamment impliqués dans la gestion de leurs propres affaires/conflits/besoins. Ce point sera décrit plus en détail dans la partie sur les mécanismes de gestion et la gouvernance.

OBSERVATION #4 : Une cohabitation pacifique espérée, toutefois menacée

Bien que les zones de l'étude soient des contextes où la paix est menacée (due au conflit régional) et que les tensions intercommunautaires présentent des défis récurrents pour les habitants, il n'a pas été difficile pour un bon nombre des participants aux focus groupes de maintenir une perspective positive sur le vivre-ensemble et la cohabitation pacifique. La solidarité entre autochtones et réfugiés est une priorité fréquemment formulée car elle affecte l'accès à l'assistance humanitaire et aux ressources.

Nous avons observé que la présence de nouveaux réfugiés affecte d'une certaine manière la relation de confiance construite au fil du temps entre les anciens réfugiés et les populations hôtes: **On vivait en parfaite harmonie avec les autochtones mais maintenant ce n'est pas le cas (...) et avec l'arrivée des nouveaux réfugiés tout devient encore difficile et donc cette cohabitation n'est pas comme celle d'avant.**⁴⁰ Les profils communautaires ont aussi mis en relief le fait que la proximité culturelle et l'appartenance ethnique sont des sources facilitatrices de la cohabitation pacifique dans des zones où le surpeuplement est un phénomène endémique lié à la crise régionale. Cependant, il est important de noter que dans ce contexte où la crise humanitaire exacerbe les conditions de vie difficiles de toutes les couches de la population, les tensions ne peuvent qu'augmenter à l'instar des défis les plus importants. Ces tensions émanant de l'accès inégalement réparti aux ressources foncières et hydriques (également l'assistance humanitaire), risquent de se transformer en conflits intercommunautaires, voire inter-ethnique dans certains contextes. Ainsi de nombreuses recommandations sont orientées vers la gestion des conflits et la sensibilisation à la cohabitation pacifique.

OBSERVATION #5 : Les priorités sont la survie et le mieux-vivre en communauté

Les priorités formulées en vue de répondre aux défis du quotidien sont globalement les mêmes dans chaque localité. La survie passe par la sécurité (de biens et des personnes), l'assistance alimentaire (pour les réfugiés et revendiquée par les communautés autochtones pour elles-mêmes), la construction/réhabilitation des infrastructures et des services essentiels tels que l'eau, la santé et l'éducation. En outre, les communautés veulent se doter en ressources variées (formations, espace d'échanges...) pour gérer les conflits auxquels elles font face au quotidien. Les actes de sensibilisation et la mise en place d'initiatives de la part des chefs et des autorités sont réclamés pour plus d'égalité et de justice entre les communautés. La gestion et l'accès équitable aux ressources semblent être un enjeu d'envergure pour le mieux-vivre ensemble.

Récapitulatif des indices de changements⁴¹ jugés comme PRIORITAIRES du point de vue des membres de la communauté.

	SILA	OUADDAÏ	WADI FIRA
Violence et sécurité (y compris sécurité alimentaire)	<ul style="list-style-type: none"> » La cessation des conflits. » La garantie d'être en sécurité, notamment pendant les périodes de récolte. » L'arrêt du banditisme et des braquages. » Pouvoir circuler librement (tous). La neutralisation des coupeurs de routes. » La réduction de l'insécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> » La garantie d'être en sécurité notamment pendant les périodes de récolte et dans les espaces fréquentés par les enfants » Pouvoir circuler librement (pour les femmes et les jeunes). La neutralisation des coupeurs de routes. » Avoir un abri adéquats/ camps (population hôte/ réfugiés) » La réduction de l'insécurité alimentaire. » Retour au Soudan (Bredjing, Arkoum – réfugiés) 	<ul style="list-style-type: none"> » Une distribution équitable de vivres, notamment à Iriba, Sourabouki, et Dimissi. » Une garantie de sécurité alimentaire par une assistance alimentaire équitable. » La réduction de l'insécurité alimentaire.

⁴⁰ Entretien individuel avec un acteur clé (représentant des réfugiés) dans un camp de réfugiés. Août 2023.

⁴¹ Indicateurs de changements positifs en vue d'améliorer les conditions de vie et de maintenir la paix et la cohésion sociale. Il s'agit des réponses aux défis partagés pour les participants.

	SILA	OUADDAÏ	WADI FIRA
Polarisation	<ul style="list-style-type: none"> » La réduction des tensions entre éleveurs et agriculteurs. » Une collaboration mutuelle pour les travaux champêtres. » Distribution juste et équitable de l'assistance humanitaire et de développement. » La fréquentation régulière des écoles par les enfants dans la communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> » La sensibilisation pour une cohabitation pacifique entre les éleveurs et les agriculteurs. » La collaboration entre membres des différentes ethnies. 	<ul style="list-style-type: none"> » Mettre en place des espaces et des initiatives de sensibilisation (Iriba) » Délimitation claires des camps de réfugiés pour diminuer les tensions avec les populations hôtes (Sourabouki)
Pouvoir d'agir	<ul style="list-style-type: none"> » La mise en place des groupes de dialogues dédiés à la gestion et résolution des tensions liés à l'accès aux ressources (eau, terre) » L'amélioration des moyens de subsistance et d'accès aux services de base. » Optimisation des ressources pour tous les habitants. » labourer son champ en toute liberté (population hôte). » La possibilité des jeunes de se sentir émancipés économiquement. » Accès à l'éducation pour tous 	<ul style="list-style-type: none"> » L'appui aux jeunes et aux femmes dans la créations des Activités génératrices de revenu. » La mise en place de groupes de dialogue et de gestion et résolution des conflits. » Sécurité sociale/Soutien collectif (Hadjer Hadid). » Accès à l'éducation pour les enfants » Labourer les champs en toute liberté 	<ul style="list-style-type: none"> » Accès à l'éducation Labourer les champs en toute liberté. » La création de regroupements agricoles (Sourabourkidi, Iridimi)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> » L'amélioration du système judiciaire et le renforcement des cadres de gestion des conflits. » L'établissement des mécanismes de prise de décisions inclusifs (femmes et jeunes). » L'engagement des autorités étatiques à prioriser la sécurité des habitants. 	<ul style="list-style-type: none"> » Accéder facilement aux instances juridiques. » La mise en place de mécanismes et de compétences de gestion des plaintes (Bredjing). » L'engagement des chefs et autorités pour mettre fin aux agressions dans la localité, surtout l'axe village Bredjing - Farchana. 	
Investissement	<ul style="list-style-type: none"> » Le développement/ la réhabilitation des infrastructures publiques et les équiper. 	<ul style="list-style-type: none"> » Accéder facilement aux instances juridiques. » La mise en place de mécanismes et de compétences de gestion des plaintes (Bredjing). » L'engagement des chefs et autorités pour mettre fin aux agressions dans la localité, surtout l'axe village Bredjing - Farchana. 	<ul style="list-style-type: none"> » Le développement/ la réhabilitation des infrastructures et les équiper : santé, point d'eau, Gas (Iriba, Iridimi, Sourabourkidi, Amnabak)

3.2 : Les conflits endémiques : sources, causes et manifestations

L'objectif de l'analyse est également d'examiner la dynamique du conflit en termes de relations communautaires et interpersonnelles. Pour ce faire, il est important de décrypter les événements rapportés par les participants et les risques de division qui pourraient conduire à une rupture de la cohésion sociale et à l'exacerbation des facteurs d'exclusion. Les incidents de sécurité sont directement liés aux tensions existantes. Ces tensions et conflits semblent être de nature intercommunautaire. Les enquêtes ont montré que les incidents liés à ce type de conflit étaient parmi les plus fréquents. Les consultations participatives confirment la tendance selon laquelle les conflits inter-groupes sont un défi quotidien pour les habitants du Sila, du Ouaddaï et du Wadi Fira. Dans la partie précédente nous avons présenté les expériences vécues telles qu'elles sont décrites par les autochtones, les anciens déplacés internes et les réfugiés (nouveaux et préexistants). Les conflits intercommunautaires occupent une place significative parmi les événements qui affectent leur vie quotidienne. Cependant, dans la province de Wadi Fira, contrairement aux provinces de Sila et du Ouaddaï, ces conflits arrivent en quatrième position en termes d'importance pour les personnes interrogées. Seuls 10% des répondants dans le Wadi Fira ont mentionné les conflits ethniques, la plupart signalant ne pas percevoir de conflits interethniques dans leur région. Enfin, les tensions intracommunautaires ont été peu évoquées, à part ceux liés principalement à des désaccords portant sur l'éducation et le statut des jeunes.

Les résultats qui suivent mettent en évidence les sources et les modes de manifestation de ces conflits, qui affectent la cohabitation, la cohésion sociale et le pouvoir d'agir pour améliorer les conditions de vie et résoudre les conflits.

OBSERVATION #6 : La prédominance du conflit entre agriculteurs et éleveurs

Les tensions entre agriculteurs et éleveurs demeurent le conflit le plus reconnu et cela dans toutes les communautés qui ont été consultées dans le cadre de cette étude.⁴² L'accès à l'eau et l'utilisation des terres sont les principales causes citées pour ce type de conflit. Concernant l'accès à la terre, les habitants interrogés ont fait état d'une dégradation de leurs ressources agricoles et de leurs champs, due à des actes de négligence et de vandalisme (vols, braquages) qu'ils attribuent aux éleveurs : (« les éleveurs dévastent les champs »).⁴³ Cette tension est aussi directement liée au défi sécuritaire et à la fréquence des actes de la violence physique, impactant ainsi le quotidien des populations consultées. Cette perspective est quasi unanimement partagée par tous les participants aux focus groupes ayant eu lieu à Sila⁴⁴ et à Ouaddaï.⁴⁵ En outre, la dégradation des sols menace leur fertilité et exacerbe ces tensions. L'utilisation des ressources hydriques est un facteur qui nourrit ces tensions. Parmi les autochtones interrogés, l'accès à l'eau demeure un défi quotidien qui se traduit par de longues heures de marche vers des points d'eau sur convoités.⁴⁶ Cela affecte aussi bien leur état physique que leur capacité matérielle à entretenir leurs champs. De ce fait, leur capital terre doit être préservé au risque de subir une réduction progressive de leurs moyens de subsistance et d'une situation où la paix est impossible. De nombreux témoignages illustrent une perception que la paix n'existe pas et que les agriculteurs subissent : (**« Nous les cultivateurs, nous n'avons pas la paix »**)⁴⁷ ; (**« ...les éleveurs nous menacent... »**)⁴⁸ ; (**« nous sommes obligés d'abandonner nos champs qui sont distants à cause des problèmes avec les éleveurs »**).⁴⁹ (**« Nous sommes dans les camps de réfugiés depuis 22 ans mais depuis ces 5 dernières années nous rencontrons**

⁴² Notez que près de 70% des répondants aux enquêtes administrées aléatoirement sont des agriculteurs.

⁴³ Focus groupes avec les femmes réfugiées à Aradib et des hommes anciens déplacés internes à Zabout. Juillet 2023

⁴⁴ Plusieurs focus groupes avec des réfugiés, déplacés internes et autochtones dans la province de Sila

⁴⁵ Focus groupes avec des jeunes hommes à Hadjer Hadjid. Août 2023

⁴⁶ C'est une tendance que l'on retrouve dans toutes les zones étudiées mais elle se manifeste surtout à Wadi Fira où l'accès à l'eau est beaucoup plus problématique mais là-bas on ne mentionne pas le conflit agriculteurs-éleveurs, mais plutôt réfugiés/autochtones

⁴⁷ Focus groupe avec des anciens déplacés internes à Zabout. Juillet 2023

⁴⁸ Focus groupe avec des femmes de la population hôte à Kiniwane. Juillet 2023

⁴⁹ Focus groupes avec des membres de la population hôte (femmes) à Korore. Juillet 2023

rencontrons des problèmes lorsqu'on veut les cultiver »).⁵⁰ Les populations qui possèdent du bétail ont beaucoup plus mentionné les conséquences du manque d'accès à la terre et à l'eau sur la santé des animaux.⁵¹ Certains ont rapporté le vol de bétail,⁵² toutefois sans imputer cela aux agriculteurs.

De plus, les agriculteurs se perçoivent comme plus vulnérables que les éleveurs.⁵³ Les ressources garanties par les travaux champêtres ne suffisent plus et les tensions sont naturellement plus vives en période de récolte, où l'appel à la coopération des éleveurs est sollicité pour qu'elle puisse se faire.⁵⁴ Il conviendrait toutefois de noter que les tensions exprimées par les agriculteurs à Ouaddaï semblent avoir une résonance ethnique qui sera un peu plus détaillée dans la prochaine section.

De ces tensions entre agriculteurs et éleveurs, il ressort que les femmes et les jeunes sont les plus directement affectés car leur vie en dépend : violence physique et insécurité affectent leur liberté de circulation,⁵⁵ la préservation de leurs champs, les participants ayant déploré avoir eu à abandonner leurs champs sont pour la plupart des femmes et des jeunes filles,⁵⁶ comme le rapporte une femme leader: (**«Nous sommes tous des cultivateurs ici et on n'est pas en paix ni en sécurité dans nos champs»⁵⁷**). Par conséquent, la possibilité de mener les travaux de récoltes et d'améliorer leur condition de vie est réduite. Les enfants subissent ces conflits au point le plus extrême car beaucoup d'entre eux meurent de faim. Le graphique ci-dessus (figure 4) illustre qu'en moyenne 30% des femmes ne se sentent pas en sécurité, pourtant les consultations participatives révèlent que c'est un défi beaucoup plus important pour elles, comparé aux hommes. Dans l'ensemble cette statistique est intéressante mais ne reflète pas l'importance de ces défis qui affectent toutes les couches de la population au quotidien.

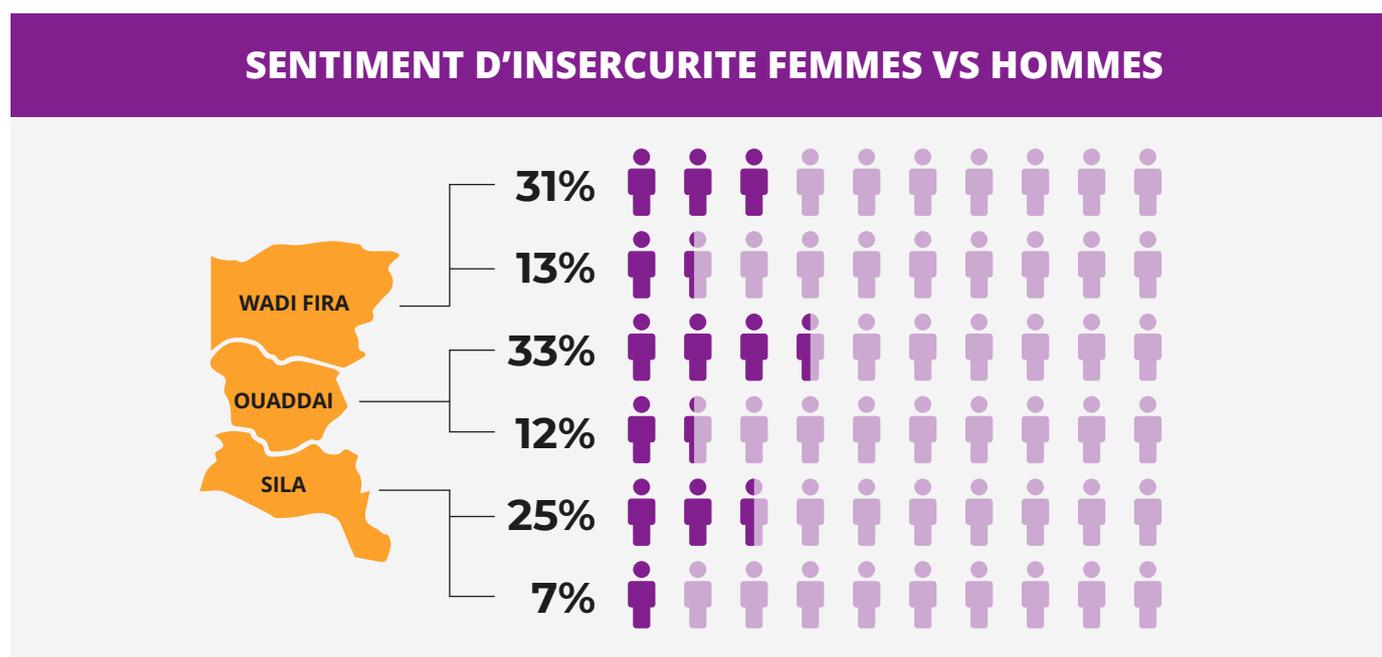


Figure 3 Proportion de femmes et d'hommes ne se sentant pas en sécurité lorsqu'ils accomplissent leurs travaux quotidiens

⁵⁰ Focus groupe avec des réfugiés (hommes) à Iridimi. Août 2023

⁵¹ Focus groupe avec des femmes à Iriba, Hadjer Hadjid, et des jeunes femmes à Sila

⁵² Focus groupes avec des jeunes femmes à Iriba, avec des hommes issus de la population hôte à Sourabouki ; avec des femmes autochtones et des anciens déplacés internes à Arkoum

⁵³ Focus groupe avec les jeunes à Abéché, avec les jeunes hommes anciens déplacés internes à Habilé 3

⁵⁴ Focus groupe avec des anciens déplacés internes à Aradib. Juillet 2023

⁵⁵ Focus groupe avec des hommes à Korore. Juillet 2023

⁵⁶ Focus groupe avec des femmes à Korore ; avec des jeunes filles à Sila et à Wadi Fira.

⁵⁷ Focus groupe avec des réfugiés à Arkoum. Août 2023

En outre, cette dynamique de conflit met aussi en lumière un sentiment d'insatisfaction du niveau de justice donné, et un niveau limité de confiance entre la population et les autorités/leaders, souvent accusés de partialité dans la gestion de certains cas.⁵⁸ A Kiniwane, des participants issus de la communauté hôte ont déploré la confiscation de leurs champs du côté de Tréguine, ainsi accusant la complaisance des chefs locaux.

Selon un rapport d'International Crisis Group en 2019,⁵⁹ ce conflit fait état d'un mouvement ancien mais croissant d'éleveurs nomades du nord vers les régions sahéliennes du centre du Tchad, dont le Ouaddaï et le Sila. Ceci explique pourquoi seuls les habitants de Sila et du Ouaddaï sont apparus comme les plus préoccupés par ce conflit et par les conflits intercommunautaires en général. Ce processus, d'abord lié à des facteurs climatiques, a pris une dimension sociale et politique. Ainsi, l'arrivée ou l'installation de nouveaux groupes d'éleveurs suscite de vives inquiétudes chez les populations dites autochtones, qui craignent d'être privées de leur pouvoir politique, de leur chefferie traditionnelle et de leur accès à la terre. En effet, comme l'illustre la déclaration qui suit, il y a aussi une croyance qui stipule que les éleveurs sont riches et les agriculteurs subissent le contexte changeant (surpeuplement, espace réduit, qualité de la terre, les mouvements pastoraux et le nomadisme des éleveurs) ; **(« Les éleveurs sont riches – nous les agriculteurs nous sommes vulnérables⁶⁰ »).**

OBSERVATION #7 : La résonance inter-ethnique des tensions agro-pastorales

Il est important de noter que bien que la question de l'ethnicité ait été prise en compte dans le cadre de l'analyse des dynamiques intersectionnelles, elle fut suffisamment sensible pour ne pas l'incorporer dans la stratégie d'échantillonnage. Le ciblage géographique de l'étude a pourtant apporté la garantie que les perspectives variant d'un groupe ethnique à un autre seraient recueillies et potentiellement feraient l'objet d'une analyse comparative. Parmi les ethnies les plus influentes de la région de l'Est du Tchad on peut citer : les arabes, les dadjos, les Zaghawa (zakawa/Zagawa), les Masalits, les Ouaddaïens et les Muro (Mouro).

Nous avons constaté une représentation ethnique claire et variée parmi nos répondants d'une province à l'autre.

Cependant, de nos répondants, seules les ethnies Arabes, Ouaddaïens et Sara ont une représentation significative dans les trois provinces, tandis que les Masalit et les Dajdo sont représentés dans le Sila et le Ouaddaï. Aborder directement la question de l'ethnicité dans les focus groupes semblait poser des défis. Ainsi, il était impossible de demander aux participants leur appartenance ethnique. Par ailleurs, pour pallier cette sensibilité dans les enquêtes, nous avons juxtaposé terme conflit intercommunautaire à conflit interethnique afin de laisser aux répondants la possibilité de s'exprimer sur ce sujet.. Pour ce qui est des entretiens semi-structurés, la question n'a pas été posée directement, les participants ont divulgué ces conflits interethniques librement, et dans la plupart des cas pour davantage définir les tensions agropastorales.

Dans l'ensemble on constate que la résonance interethnique des tensions apparaît lorsqu'il est demandé de déterminer qui sont les communautés les plus impliquées dans les conflits. Toutefois, le lien entre les individus impliqués et leur appartenance ethnique est intrinsèque au conflit prédominant autour de l'accès et du partage des ressources foncières agricoles, à savoir le conflit entre agriculteurs et éleveurs. Ainsi, nombre de participants à Sila et à Ouaddaï et dans une moindre mesure, certains informateurs clés dans les deux provinces attribuent la responsabilité de ces conflits et des incidents qui en découlent aux Arabes, Masalits, Mouros, et Dadjos.⁶¹ ("Conflit intercommunautaire entre la communauté Dadjo et Mouro dans la sous-préfecture de Kerfi a causé d'énormes morts d'homme et blessures. La cause c'est la délimitation du canton, conflit foncier").⁶² Mis à part le contexte Ouaddaï, le risque de voir ces tensions interethniques exacerbées n'est pas évident car la cause profonde de ces tendances polarisantes est d'ordre foncier. Enfin, il conviendrait de noter que la perception d'une dynamique de

⁵⁸ Participant d'un focus à Ouaddaï : (« Parfois, les enfants des bergers nous demandent de quitter nos champs pour que leurs chameaux puissent manger, et si nous osons dire quoi que ce soit, ils nous tuent et les autorités locales ne disent rien »)

⁵⁹ International Crisis Group : "Une crise qui dépasse les conflits entre agriculteurs et éleveurs"

⁶⁰ Focus groupe à Abéché. Août 2023

⁶¹ Plusieurs entretiens avec les informateurs clés à Sila

⁶² Entretien individuel avec un acteur clé à Goz-Beida, Sila. Juillet 2023.

conflit ethnique est plus explicite au niveau communautaire (participants aux groupes de discussion, informateurs clefs au niveau communautaire), qu'au niveau administratif et institutionnel. Ainsi, à Sila les répondants évoquent un conflit entre les communautés Dadjo et Mouro autour de la délimitation des terres.⁶³ Des espaces de transhumances définis par les Arabes empêcheraient les habitants de labourer leurs champs.⁶⁴ Dans certains cas, les tensions peuvent aller jusqu'à affecter les enfants et les jeunes dans la mesure où elles dictent la fréquentation des écoles de certains groupes.⁶⁵ D'autres ont mentionné un conflit entre les communautés Mouro et Arabes.⁶⁶ Ces conflits ont causé plusieurs pertes de vies humaines et des blessés.⁶⁷ A Ouaddaï, la dimension inter-ethnique des dynamiques intercommunautaires est beaucoup plus évidente que dans les autres provinces. Les Arabes sont tenus pour responsables des conflits violents, de l'insécurité en profitant de la vulnérabilité des agriculteurs⁶⁸ pour régler l'accès et l'usage des sols. À Arkoum spécifiquement, les tensions évoquées mettent en opposition les communautés Arabes et Zaghawa. Cette même dynamique est appelée conflit entre les Arabes et la communauté Ouaddaïenne, donnant ainsi une dimension provinciale à cette perspective polarisante.⁶⁹ Un informateur clé au niveau communautaire rapporte aussi que les ethnies arabes se révoltent contre les autres ethnies de la région.⁷⁰ Ce constat est partagé par les groupes consultés à Ourkoulong qui font état d'un conflit armé entre les réfugiés et les Arabes et des conflits interethniques à la frontière avec le Soudan.

Pour finir, il serait intéressant de mettre l'emphase sur le fait qu'au-delà des défis quotidiens que posent ces tensions, elles soulèvent une tendance sur la dynamique des pouvoirs qui outrepassent le contexte tchadien. Enfin, on note que le clivage entre les Arabes et les autres ethnies majoritaires et locales met en évidence le lien entre le changement climatique et les normes qui régissent l'accès et le partage des ressources.

OBSERVATION #8 : Les communautés s'efforcent d'atténuer les tensions entre les autochtones et les non-résidents

Dans un contexte humanitaire aggravé, le partage de ressources entre communautés hôtes et réfugiés devient problématique. Plusieurs groupes de discussion et entretiens ont fait état de la latente dynamique conflictuelle entre ces groupes bien que le conflit entre agriculteurs et éleveurs soit le plus fréquemment cité. Il est important de souligner que ces tensions sont plus palpables dans les communautés de Wadi Fira car, comme le démontre le profil communautaire, les habitants ont insisté sur l'absence de services et d'infrastructure de bases portant atteinte à leur survie, alors qu'ils sont en train d'accueillir de nouveaux réfugiés depuis la crise soudanaise de février 2023.

Les difficultés d'accès aux ressources foncières et hydriques, ainsi que la perception d'une assistance inégalement répartie exacerbent la dynamique de conflit entre les autochtones et les non-résidents (anciens déplacés internes et réfugiés). Les populations hôtes interrogées indiquent que leurs terres, utilisées à des fins agricoles, avaient été saisies, en "complicité" avec leurs leaders locaux, et cédées en vue de l'établissement de camps de réfugiés.⁷¹ En outre, elles reprochent aux réfugiés de couper trop d'arbres, ce qui entraîne une dégradation environnementale dans leurs localités et le non-respect des normes et des délimitations agricoles.⁷² Cette tension intercommunautaire se serait aggravée avec l'arrivée de nouveaux réfugiés venus du Soudan.

⁶³ Focus groupe à Goz Beida. Juillet 2023

⁶⁴ Entretien avec le représentant des artistes à Goz Beida

⁶⁵ KII avec Secrétaire General de la province de Sila. Juillet 2023

⁶⁶ Focus Group avec les anciens déplacés internes de Zabout. Juillet 2023

⁶⁷ Comme l'a souligné un informateur : « Le conflit intercommunautaire entre les communautés Dadjo et Mouro dans la sous-préfecture de Kerfi a causé d'énormes pertes en vies humaines et des blessés. La cause en est la délimitation du canton, qui est un litige foncier. »

⁶⁸ Focus Group à Arkoum; Informateur clé à Bredjing Village, Kiniwane, Arkoum.

⁶⁹ Plusieurs entretiens avec les informateurs clés à Sila

⁷⁰ Entretien individuel avec un acteur clé à Goz-Beida, Sila. Juillet 2023.

⁷¹ Focus groupe à Arkoum, Emblème, Sourabourkidi

⁷² Une participante à un groupe de discussion indique, "Ils (Les réfugiés) ne respectent pas nos normes et nos règlements à tel point qu'ils mènent même des activités agricoles au-delà des limites des champs dans les parties réservées à la route".

Près de 52% des répondants affirment avoir été très affectés par l'arrivée de nouveaux réfugiés. Cette tendance est encore plus notable à Wadi Fira où la cohabitation entre réfugiés préexistants et nouveaux réfugiés cause des tensions. D'ailleurs, plusieurs groupes de discussion à Ouaddaï et à Wadi Fira révèlent que la population hôte se sent mise à l'écart par les organisations internationales qui ne prennent pas en compte leurs besoins, alors qu'ils sont tout aussi vulnérables que les réfugiés. (« **Les réfugiés vivent somptueusement dans des camps construits sur nos terres. Ils possèdent des véhicules, des magasins et d'autres business. Ils reçoivent de la nourriture gratuite, des médicaments gratuits et même une éducation gratuite pour leurs enfants, alors que nous autres souffrons juste à côté** »⁷³).

À cette tension avérée s'ajoute une dimension de tension latente entre réfugiés préexistants et les nouveaux arrivants, risquant de mettre à mal la cohabitation pacifique cultivée entre les autochtones et les réfugiés long-temps établis.⁷⁴

(« **Nous avons un problème d'approvisionnement en nourriture depuis un certain temps. Il n'a fait qu'empirer avec l'arrivée des nouveaux réfugiés. Les humanitaires ne s'occupent que d'eux, laissant le reste d'entre nous derrière, mais nous luttons nous aussi** »⁷⁵). Ce même constat est exprimé par quelques communautés de réfugiés à Iridimi et à Kororé.

Du point de vue des autochtones, les conséquences de la présence des réfugiés dans cette partie du Tchad entraînent :

- ➔ L'augmentation du coût de la vie : nourriture, loyer, biens de première nécessité, frais scolaires.
- ➔ L'insuffisance des ressources : eau, bois de chauffe, puits, terres arables, pâturages.
- ➔ L'affaiblissement de l'écosystème en raison de l'abattage des arbres, de l'exploitation excessive des terres et de l'explosion démographique entraîne une dégradation de l'environnement.
- ➔ L'interruption du commerce transfrontalier (Soudan-Tchad) en raison de la fermeture des frontières ayant une conséquence sur le marché des biens et des services.
- ➔ L'insécurité croissante, avec une augmentation des cas de vols, de viols et de braquages.
- ➔ Dégradation des conditions d'hygiène avec des cas d'épidémie et d'autres maladies hydriques.

Malgré les tensions, les actes de solidarités se manifestent. Un bon nombre de répondants rapportent compatir avec les réfugiés, qu'ils considèrent comme des victimes d'une situation indépendante de leur volonté, une communauté qui leur est proche culturellement et linguistiquement, comme l'illustre ce témoignage : (« **Nous sommes tous des frères et soeurs. Nous parlons les même langues** »).⁷⁶ Les autochtones expriment un devoir d'assistance : « (...) **mais on ne peut pas les abandonner** ».⁷⁷

En dépit des ressources foncières convoitées, la collaboration autour des travaux champêtres est une priorité très largement formulée pour améliorer la qualité de vie et maintenir une cohabitation pacifique. En résumé, l'étude démontre une polarisation collective autour des ressources mais dans certains contextes, comme à Wadi Fira et dans une moindre mesure à Ouaddaï, on note une dimension historique et régionale qui facilite et nourrit ces perspectives polarisantes.

⁷³ Déclaration d'une haute autorité administrative. Entretien individuel. Août 2023

⁷⁴ "Nous avons l'habitude de vivre en harmonie avec la population locale", dit-il. "Mais ceux qui enfreignent les règles, ce sont les nouveaux réfugiés."

⁷⁵ Déclaration d'un réfugié de longue date (camp de Bredjing). Juillet 2023

⁷⁶ Participant à un focus groupe à Wadi Fira. Août 2023

⁷⁷ Focus groupe avec les jeunes hommes à Iriba. Août 2023

3.3 : Cartographie des acteurs et des mécanismes de gestion des conflits

Il ressort des consultations que la prédominance de la violence et de l'insécurité traduit une dynamique de pouvoir qui peut nuire et intensifier la fragilité des communautés consultées. Bien que certains répondants notent parfois le recours à la violence pour résoudre les différends, 90 % d'entre eux déclarent que la violence n'est pas nécessaire pour faire avancer leurs intérêts personnels ou ceux de leur communauté. A la lumière des priorités ancrées localement, la gestion des conflits et le renforcement de ces cadres figurent parmi les indices positifs qui oeuvrent à l'amélioration des conditions de vie des habitants des 3 provinces, et par conséquent clairement liés aux opportunités de résilience. Or, ces mécanismes existent déjà et à plusieurs niveaux. La suite de ce rapport s'attèle à la description des mécanismes, à leur fonctionnement et comment ils influencent les dynamiques de pouvoirs, la cohésion sociale, ainsi que le pouvoir d'agir individuel et collectif. Le but étant de prolonger l'analyse des conflits et de mettre en évidence les tendances et normes potentiellement discriminantes, polarisantes et contre-productives pour la paix dans ces contextes variés. La section qui suit offre une cartographie des acteurs à analyser selon leur légitimité, leur efficacité et le niveau d'influence sur d'autres acteurs pour la gestion des conflits et des besoins.

Les données recueillies nous permettent de comprendre que, bien qu'il existe une variété de mécanismes et d'acteurs impliqués dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix, ceux-ci interagissent et collaborent dans la résolution des conflits au sein de la communauté et dans la sensibilisation de la population sur une variété de questions. Même s'ils ne sont pas bien structurés en termes de fonctionnement et d'interaction, la grande majorité des personnes interrogées admettent qu'elles ont facilement accès à un certain type de mécanisme.

Les différents acteurs qui ont été présentés par nos répondants comme acteurs clés dans le processus de résolution des conflits dans les différentes communautés sont les suivantes : le Gouverneur de province, le Sultan, le préfet et sous-préfet, le chef de canton, le chef de quartier, le chef de camp, le chef de bloc, le chef de zone, le chef du village, les chefs religieux, les sages et anciens du village, les chefs de tribu, les chefs de groupements...

Il convient toutefois de noter que ces autorités sont nombreuses et leur intervention varie selon que l'affaire implique un ou plusieurs individus, groupes ou communautés, ou si celle-ci se déroule dans le contexte d'un village, en milieu urbain ou périurbain.

OBSERVATION #9 : Des mécanismes de gestion coutumiers reconnus comme légitimes, toutefois insuffisants

La gestion de tout conflit/tension relève de la responsabilité de l'individu, avec l'implication des personnes de son environnement, de sa famille proche et de ses amis.

Sur la base de nos données, la famille est classée comme troisième source la plus citée de résolution des conflits. Ceci est lié à l'importance des liens familiaux et de parenté dans les sociétés africaines. Les relations familiales sont considérées comme fondamentales pour l'organisation sociale. Elles jouent un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre et de l'harmonie sociale. Les membres de la famille, conscients des coutumes et des traditions de la communauté locale, sont censés se soutenir et se protéger mutuellement. Raison pour laquelle les conflits sont souvent résolus au sein de la famille afin de préserver les relations et maintenir la cohésion sociale. Selon le cas, un problème qui ne peut être résolu au sein de la famille peut être porté à un niveau élevé, impliquant d'autres membres de la communauté, en particulier les sages (anciens) du village.

Les sages sont des membres respectés de la communauté auxquels on fait appel pour résoudre les conflits et prodiguer des conseils sur des questions particulières telles que les conflits fonciers et l'héritage. Ils ont la réputation d'être impartiaux et leurs décisions sont respectées par toutes les parties. Le rôle des anciens peut varier d'un contexte culturel à l'autre, mais dans l'ensemble, ils ont un rôle important à jouer dans la promotion de l'harmonie sociale et de la stabilité au sein de la communauté. En 1991, l'Union africaine a reconnu l'importance des mécanismes traditionnels de résolution des conflits et leur pertinence pour la prévention et la médiation des différends et des conflits dans l'Afrique contemporaine en créant le Groupe des sages.⁷⁸ Son rôle est principalement de soutenir les efforts déployés par le Conseil et le Président de la Commission de l'Union Africaine, en particulier dans la prévention des conflits. La récurrence de la violence et des conflits au quotidien pousse les habitants à se référer vers des mécanismes de gestion des crises. L'étude démontre qu'il existe bien des mécanismes de gestion avec des approches qui répondent aux normes culturelles et les traditions. Dans l'ensemble ces mécanismes traditionnels sont jugés efficaces. La visualisation des données quantitatives ci-dessus illustre une perception homogène à travers les 3 provinces de l'étude (Sila :60%, Ouaddaï :63%, Wadi Fira :67 %).

PERCEPTION SUR L'EFFICACITÉ DES MÉCANISMES DE GESTION DES CONFLITS

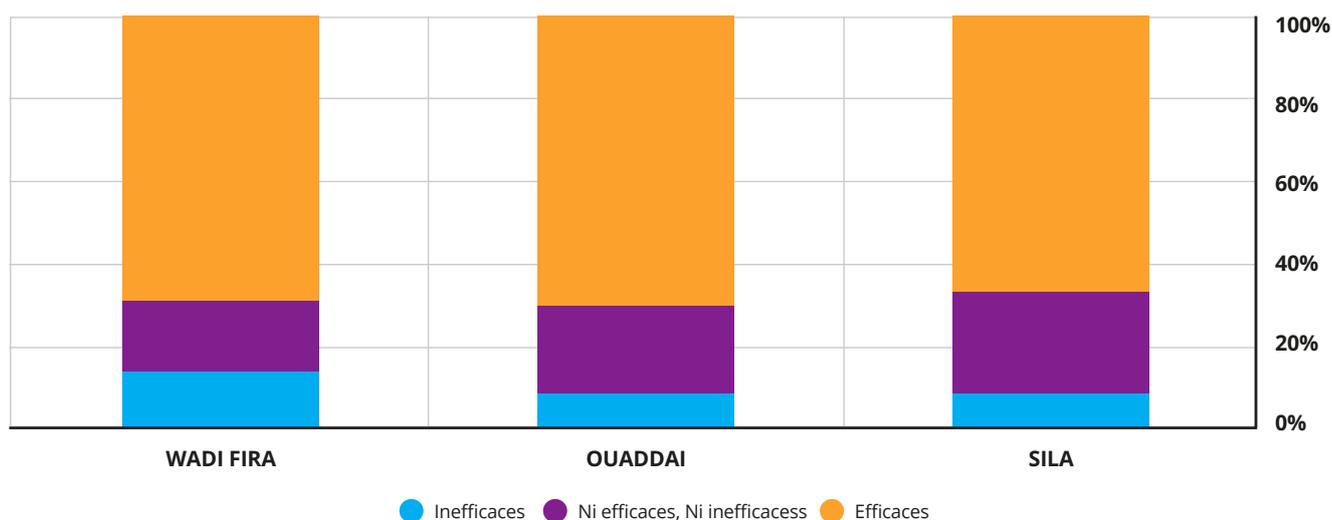


Figure 5 Des mécanismes de gestion jugés efficaces

⁷⁸ Nations, United. n.d. "Le Groupe Des Sages : Son Rôle Pour Prévenir Les Conflits Violents En Afrique | Nations Unies." Nations. Accessed October 12, 2023. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-groupe-des-sagesson-role-pour-prevenir-les-conflits-violents-en-afrique>.

Selon la **Loi 10-013 2010-08-25 PR**,⁷⁹ les autorités traditionnelles et coutumières sont : les sultans, les chefs de canton et les chefs de tribu, les chefs de groupement, les chefs de village et les chefs de Ferrick.⁸⁰ Ces dernières disposent du pouvoir de conciliation en matière civile et coutumière. Ils collaborent à la recherche des auteurs des crimes, délits et contraventions, procèdent à l'arrestation des criminels, des délinquants, des prisonniers évadés et leur remise aux autorités administratives et judiciaires. En matière de gestion des conflits, les autorités traditionnelles et coutumières sont classées au premier rang par les personnes interrogées dans les trois provinces étudiées. Elles bénéficient de la confiance de la population qui les perçoit comme efficaces dans la gestion des différends dans la communauté. À la lumière des résultats de l'enquête, cette légitimité leur confère un rôle important dans la gestion des conflits.

QUI DÉTIENT LE POUVOIR?

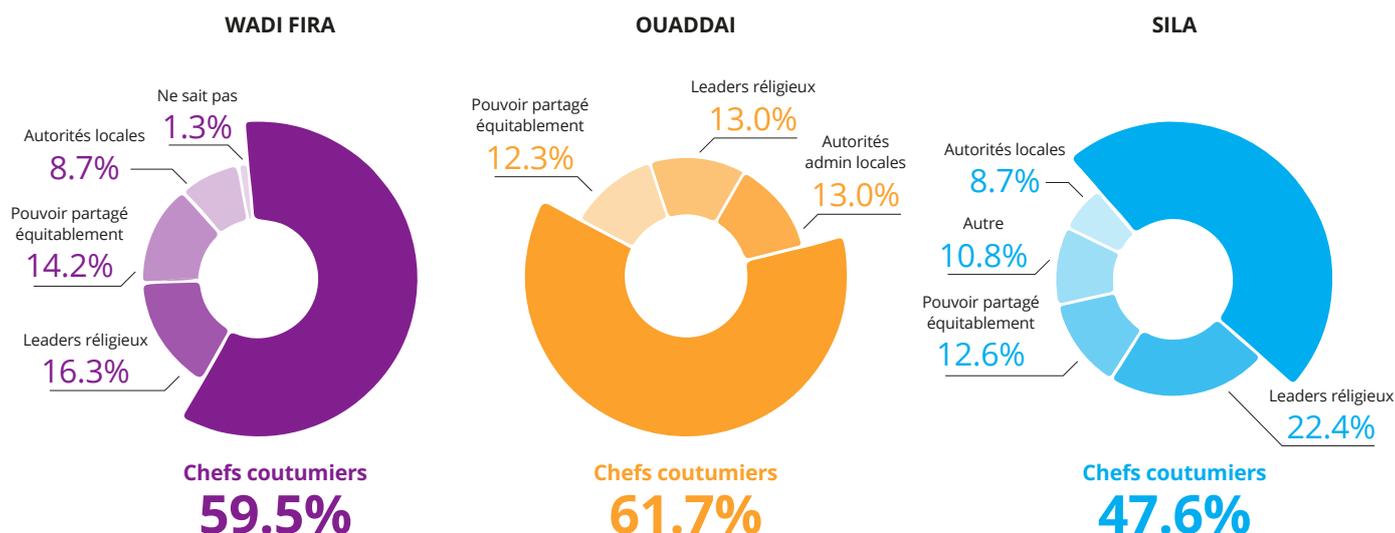


Figure 6 Le pouvoir des chefs coutumiers dans la gestion des conflits

De plus, la majeure partie des groupes de consultation et des entretiens avec les informateurs clés ont insisté sur le recours essentiel à la résolution des conflits conformément aux croyances et aux pouvoirs conférés aux leaders coutumiers ainsi qu'au Sultan. Les leaders et chefs communautaires sont donc perçus comme les garants de la cohabitation pacifique dans la mesure où leur parole est perçue comme étant légitime et où ils seraient les mieux écoutés.⁸¹ Ces mécanismes de gestion sont des espaces d'écoute et de prise de décision à la suite d'un conflit. Ces espaces servent notamment à gérer les plaintes (du point de vue des autochtones et des anciens déplacés internes), et à faire de la sensibilisation sur la cohabitation (selon les réfugiés). Les réfugiés et les représentants des communautés de réfugiés accèdent à des comités de gestion mixtes (autochtones – réfugiés).⁸²

L'impact de ces mécanismes est généralement perçu comme positif par les participants, indépendamment du sexe, de l'âge et du statut des personnes interrogées au sein de la communauté. Ainsi, 67,1% des personnes interrogées à Ouaddaï, 62,6% à Wadi Fira et 59,4% à Sila, considèrent que ces mécanismes sont efficaces. Il est à noter que la mise en place ou l'extension de ces espaces de dialogue figure parmi les priorités formulées par les communautés consultées pour améliorer la qualité de leur quotidien. Ainsi, les résultats de l'étude démontrent que les membres de la communauté se tournent facilement vers les leaders et les autorités traditionnelles et que la confiance en eux est quasi-totale. Cette tendance ne présente pas de disparité entre groupes communautaires, à savoir les autochtones, les anciens déplacés internes et les réfugiés. Ceci indique leur pouvoir d'influence positive sur la vie des habitants : (« (...) **Nous avons confiance en eux car nos conflits sont résolus (...)** »⁸³) ; « **En cas de conflits nous nous rendons chez le chef de notre communauté pour l'écouter afin de**

⁷⁹ Loi organique portant sur statuts et attributions des autorités traditionnelles et coutumières au Tchad du 25 août 2010.

⁸⁰ Ferrick: terme arabe désignant un campement

⁸¹ Focus groupe avec des hommes à Hadjer Hadid. Août 2023.

⁸² Informateurs Goz Beida, Aradi, Habile 3, Iridimi, Bredjing Village. Août 2023.

⁸³ Focus groupe avec des anciens déplacés internes à Aradib, à Hadjer Hadid (avec les femmes). Août 2023.

transférer la situation auprès des autorités pour une solution. Nous avons confiance dans ce mécanisme. Nous avons évité plusieurs fois le pire avec ça »).⁸⁴

Cette tendance est aussi à corrélérer au type de conflit, généralement des disputes intra ou inters communautaires qui affectent le quotidien de façon récurrente. La première partie du rapport a largement mis en exergue la récurrence des conflits foncier et les cas de vols et de violence physique (souvent des meurtres), or il s'avère que les croyances et normes traditionnelles et religieuses influencent la gestion des litiges. Par conséquent, les chefs coutumiers, les chefs religieux et les sages, y compris les religieux ont un pouvoir décisionnel sur ces conflits, par leur savoir et leur posture héréditaire.⁸⁵ En outre, elle renforce le statut de légitimité des leaders même si leur statut peut laisser supposer qu'il est difficile d'ouvertement désavouer la justesse et la durabilité des décisions qui sont prises. Toutefois, à l'instar du Sultan, les leaders sont perçus comme des bienfaiteurs qui représentent l'intérêt de tous : **« toutes les propositions sont prises en compte mais la décision revient aux chefs parce que c'est à eux d'analyser afin de voir quelle décision prendre pour le bien de tous »**⁸⁶. En effet, bon nombre d'informateurs clés et de focus groupe ont présenté le Sultan comme figure de paix et acteur légitime pour gérer efficacement les conflits.⁸⁷

OBSERVATION #10 : Perceptions mitigées sur la coordination de proximité entre les chefs coutumiers et les autorités

Dans un contexte où la religion et les traditions influent fortement sur les efforts engagés pour maintenir une cohabitation pacifique dans un environnement fragile, la coopération entre acteurs coutumiers et les administrations pour instaurer la gestion des plaintes et restaurer la justice au niveau communautaire est primordiale.

Les autorités publiques administratives, traditionnelles et coutumières sont en mesure de résoudre certains litiges à leur niveau. Cependant, elles travaillent toujours en étroite collaboration avec les autorités judiciaires pour les cas qui dépassent leurs limites.⁸⁸ Ainsi, pour les cas des meurtres, certains répondants affirment l'usage de la "Charia" qui préconise le paiement de Diya ou "Le prix du sang". La diya correspond à un montant précis de biens dus pour un homicide ou d'autres dommages corporels commis injustement sur une autre personne. Il s'agit d'un substitut au droit de vengeance privée. Cependant, il est important de se référer à la circulaire interministérielle signée le 4 octobre 2019 à Abéché, pour réguler cette pratique afin de limiter le recours à ces mécanismes de compensation financière pouvant se substituer aux poursuites pénales.

De plus, si les réponses mettent en évidence le rôle de chefs traditionnels en tant que personnes ressources de premiers recours, souvent les problèmes peuvent remontés aux autorités et aux services de sécurité,⁸⁹ notamment concernant les conflits entre agriculteurs et éleveurs,⁹⁰ révélant ainsi une coordination hiérarchique des mécanismes de gestion des plaintes et des conflits, malgré un consensus important sur la confiance accordée aux acteurs traditionnels : **« On essaye de résoudre nos problèmes en venant auprès de nos chefs et de nos leaders religieux lorsqu'il y a des conflits. Si on n'arrive pas à trouver des solutions on remonte l'affaire jusqu'au niveau des autorités militaires (...) »**.⁹¹ Les cas « graves » sont remontés au niveau administratif (au chef de Canton)⁹² ou traités par les autorités.⁹³ D'ailleurs, les résultats des enquêtes révèlent que les chefs coutumiers obtiennent la 6ème place des éléments les plus rassembleurs pour la cohésion sociale.⁹⁴ Ceci dénote une dynamique de pouvoir plus nuancée où l'influence des figures d'autorités traditionnels pour gérer

⁸⁴ Focus groupe avec les jeunes de la population hôte à Habilé 3. Juillet 2023.

⁸⁵ Entretien avec un Chef de village. Août 2023.

⁸⁶ Focus groupe avec les anciens déplacés internes à Aradib et à Kororé. Juillet 2023

⁸⁷ Informateurs clés à Goz beida, , Hadjer Hadid, Iriba, Août 2023

⁸⁸ Confirmer par bon nombre de focus groupe et mécanismes décrit par plusieurs informateurs clés à travers les 3 provinces

⁸⁹ Focus groupe avec les femmes autochtones et les femmes réfugiées à Arkoum. Août 2023

⁹⁰ Focus groupe avec les hommes à Bredjing Village. Août 2023

⁹¹ Focus groupe avec les femmes à Bredjing village. Août 2023

⁹² Focus groupe à Hadjer Hadjd. Août 2023

⁹³ Focus groupe avec les hommes à Abéché, ainsi que plusieurs entretiens avec les informateurs clés

⁹⁴ Les institutions religieuses obtiennent la seconde place

les conflits et renforcer la cohésion sociale se conjugue avec l'intervention des autorités administratives. Le meilleur exemple est la collaboration entre le Sultan (figure traditionnelle et coutumier) et le Chef de Canton (figure administrative).⁹⁵ Dans l'ensemble, les avis convergent vers l'influence positive d'une coordination entre acteurs traditionnels et autorités locales pour gérer les plaintes et les conflits. Cependant, l'efficacité d'un tel dispositif est remise en cause. Beaucoup de groupes se sont mis d'accord sur le fait que ces dispositifs ne sont pas toujours efficaces. Cette tendance est plus évidente à Wadi Fira où comparativement à Sila et à Ouaddaï la cohabitation pacifique est la plus menacée en raison des conflits accrus entre autochtones et non-résidents autour des ressources. Un répondant rapporte : **« Ces approches sont moins efficaces car on utilise nos propres ressources (...) non on n'a pas de confiance à ces mécanismes »**.⁹⁶

En outre, l'analyse intersectionnelle sur la perception des habitants révèle une ambivalence de ces mécanismes de gestion et de gouvernance. Ils sont perçus comme légitimes mais exclusifs vis-à-vis des jeunes et des femmes. Les enquêtes ont révélé que seulement près de 50 % des femmes ont pu accéder à un mécanisme de gestion des plaintes. Cela confirme les réactions des participants aux groupes de discussion et aux entretiens individuels, qui soulignent que les femmes et les jeunes sont moins représentés dans les comités de gestion des conflits, qui sont principalement composés d'hommes âgés. **« Les populations telles que les jeunes, les enfants et les femmes n'y ont pas accès et pourtant ils sont citoyens et leur voix compte »**.⁹⁷ En effet, les consultations ont mis en lumière leur exclusion et ce fait est aussi bien relaté par les participants hommes que par les premières concernées, même si ces dernières affirment faire confiance aux mécanismes de gestion traditionnels. Il serait alors important de nuancer cette tendance en confirmant qu'elles sont en mesure de les définir et d'y accéder à un certain niveau toutefois sans accéder au cercle de consultation et de prise de décision. D'ailleurs, les résultats de l'enquête révèlent que les femmes représentent près de **49% de ceux qui affirment ne pas être impliqués dans les structures de prise de décisions dans leur localité**.

PROPORTION DE FEMMES QUI AFFIRMENT N'AVOIR JAMAIS ÉTÉ IMPLIQUÉES DANS DES MÉCANISMES DE PRISE DE DÉCISION



Figure 7 Proportion des femmes ne prenant pas part aux mécanismes de prise de décision dans leur localité

Aussi, 61,2% des répondants habitant à Wadi Fira les considèrent comme non inclusifs. Une même tendance est observée dans le Ouaddaï avec 65% et 37% au Sila.

⁹⁵ Entretien avec le Sous-préfet, Imam à Ouaddaï, plusieurs groupes de discussion à travers les 3 provinces.

⁹⁶ Focus groupe à Wadi Fira. Août 2023

⁹⁷ Focus Groupe d'hommes à Hadjer Hadid. Août 2023

LES MÉCANISMES DE GESTION DE BESOINS SONT-ILS INCLUSIFS?

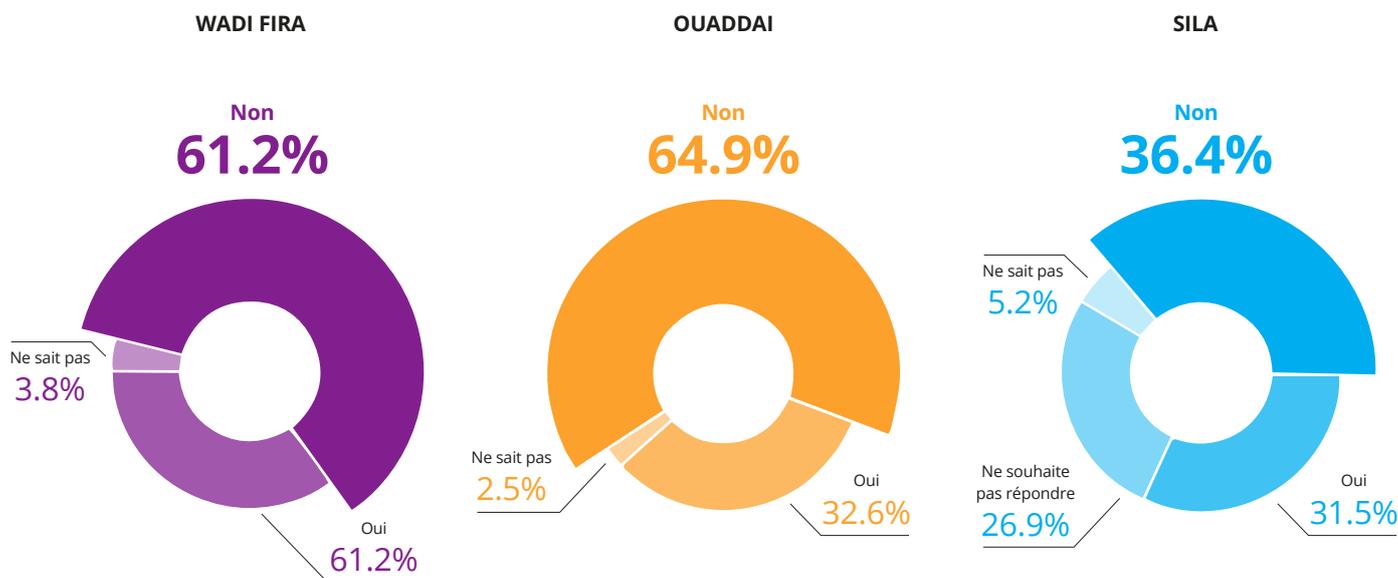


Figure 8 Perception sur l'inclusion des habitants dans les mécanismes de gestion des conflits et des besoins

Selon les jeunes, ces acteurs ne bénéficient pas d'une légitimité absolue et par conséquent suscitent une certaine méfiance.⁹⁸ Ce constat corrobore les défis exprimés par les jeunes de Wadi Fira particulièrement affectés par le chômage et la violence. La section suivante présente plus de détails sur leur perception du système de gouvernance. Parmi les répondants aux enquêtes, les **15-35 ans composent près de 50% des individus qui ont rapporté que les mécanismes de gestion ne sont pas efficaces** (toutes les provinces confondues).

OBSERVATION #11 : Des autorités et des institutions jugées partiales et polarisantes

Selon Les raisons sous-jacentes à l'efficacité minorée des dispositifs de gestion des conflits et de gouvernance dans les 3 provinces de l'étude reposent sur l'influence négative des autorités et de services de sécurité de proximité. En effet, à l'instar du témoignage qui suit, les récits partagés par les membres de la communauté ont occasionnellement mis en exergue la mésentente et les interventions nuisibles des acteurs locaux pour rétablir la sécurité et gérer les conflits fonciers : (**« L'approche utilisée dans notre communauté (...) nous venons chez le chef avec ses notables pour la résolution de nos conflits. Nous avons confiance en eux car nos conflits sont résolus, rares sont les fois où nous venons chez les autorités car elles sont très dures avec nous »**).⁹⁹

Les résultats de l'enquête montrent qu'en moyenne **près de 24% des répondants ont affirmé n'avoir jamais accédé une plateforme d'échange pour régler leur conflit, environ 37% n'y accèdent que parfois et 31 % y accèdent entre souvent et fréquemment**. Il serait intéressant de noter qu'à Wadi Fira, la fréquence d'accès à ces mécanismes, du moins au dialogue, est plus importante (45%) est nous oriente davantage vers les tendances qui évoquent un climat de tension plus répandu qu'ailleurs (tensions entre autochtones et réfugiés, effets du changement climatique, etc.).

⁹⁸ Focus groupe avec des jeunes hommes à Amnabak. Août 2023

⁹⁹ Focus groupe avec les hommes à Aradib. Juillet 2023

EXPÉRIENCE DU DIALOGUE POUR GÉRER LES CONFLITS

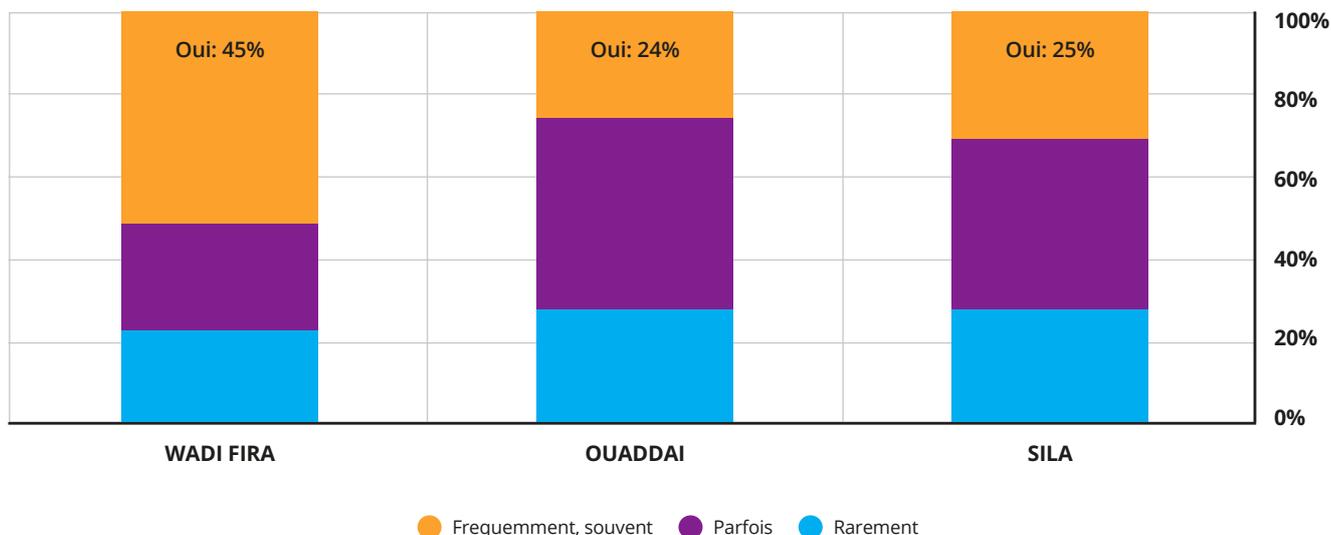


Figure 9 Fréquence du recours au dialogue pour gérer les conflits

Selon d'autres personnes interrogées, si elles ne peuvent pas régler le problème à leur propre niveau, elles peuvent s'adresser à la police. Les types de délits les plus courants rapportés à la police sont les cas de vol, d'agression et de fraude. La Police Nationale Tchadienne intervient également en cas de menace pour la sécurité publique, par exemple en cas de flambée de violence. Leur rôle principal est de maintenir l'ordre public et d'assurer la sécurité de la population. En effet, du point de vue de nos répondants, la police arrive en dernière position des lieux/structures les plus utilisés pour la gestion des conflits.

LES RESSOURCES LES PLUS SOLLICITEES POUR RECEVOIR ET GÉRER LES PLAINTES

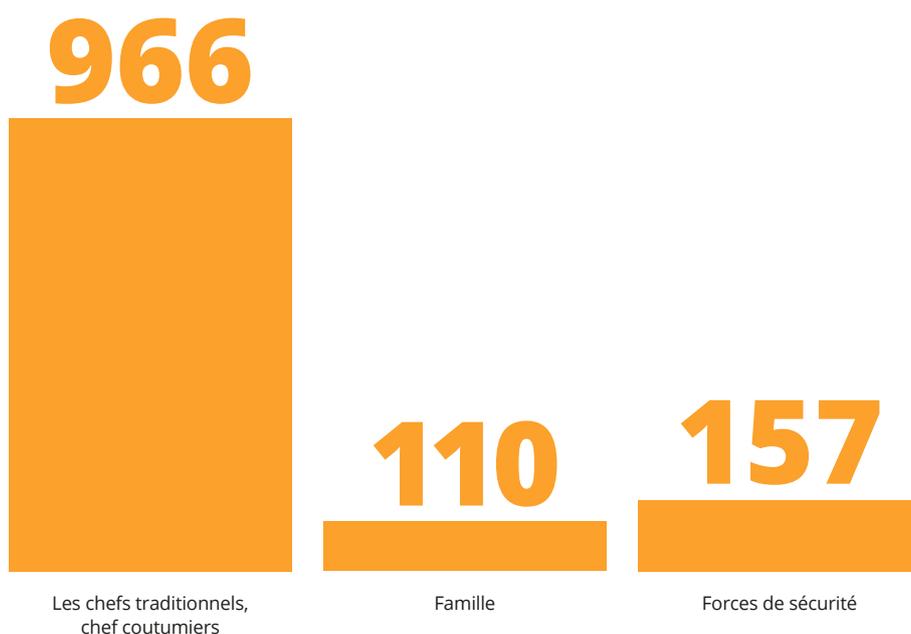


Figure 10 Le recours systématique aux acteurs/chefs traditionnels et coutumiers pour gérer les conflits

Les mécanismes judiciaires étant à la portée des préfectures uniquement, comme c'est le cas à Wadi Fira, il paraît évident que leur résonance au niveau local semble lointaine et l'accès est limité pour les habitants des villages concernés.

Ainsi, il y'a caractère distant des mécanismes de gestion des plaintes et des conflits vis-à-vis des femmes, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité qui se trouvent loin des autorités centrales, mais aussi les pratiques non transparentes de gestion de conflits dans certains cas, constituent des facteurs qui peuvent nuire au pouvoir d'agir individuel et collectif des populations quotidiennement confrontées aux conflits et à l'insécurité.

En somme, les mécanismes communautaires de gestion des conflits sont perçus comme légitimes et fondés sur des croyances et des normes qui confèrent un pouvoir aux acteurs traditionnels. Les chefs coutumiers sont des personnes de pouvoir légitimes et un premier recours pour résoudre les conflits et contribuent à l'amélioration du vivre-ensemble. L'étude a néanmoins permis d'identifier qu'il y a un niveau de coordination inefficace avec les autorités administratives, rendant les mécanismes inaccessibles. Enfin, il est important de souligner que les résultats illustrent le fait que ces mécanismes de gestion des conflits reflètent l'état des mécanismes de gouvernance au niveau local et révèlent que les femmes et jeunes se sentent généralement exclus des plateformes d'échanges et de prise de décisions. Ce constat corrobore les nombreuses références à la nécessité d'étendre ou de développer des groupements associatifs.

OBSERVATION #12 : Les effets d'une assistance inégalement répartie sur la cohésion sociale : les opinions divergent sur la bienfaisance des acteurs externes

Cette partie repose sur un bref diagnostic de l'assistance humanitaire dans les trois provinces de l'étude. L'analyse des perspectives permettra de mieux établir une corrélation entre la capacité de résilience (pouvoir d'agir et niveau de subsistance) et la cohésion sociale dans les communautés consultées.

Bien qu'il soit difficile de constater l'implication directe des organisations humanitaires dans la gestion et la résolution des conflits dans cette partie du Tchad, il faut reconnaître qu'elles jouent un rôle important dans le financement et l'appui technique de plusieurs programmes et associations locales opérant dans la région. Elles sont également impliquées dans la réponse à la crise humanitaire en cours, travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement sur des programmes de développement, aussi bien que sur ses efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans le pays.

Les acteurs externes les plus cités par nos répondants sont :

- HCR : Le Haut-commissariat pour les réfugiés
- PAM: Le Programme Alimentaire Mondial
- IRC: International Rescue Committee
- Concern Worldwide
- HIAS: Hebrew Immigrant Aid Society
- JRS: Jesuit Refugee Service
- Croix Rouge
- CARE

Globalement, avec 49% des répondants dans le Sila, 56,6% dans le Ouaddaï et 39,5% dans le Wadi Fira, l'impact des interventions humanitaires est généralement considéré comme positif. Cependant, en moyenne, 28% des personnes interrogées ont rapporté un impact négatif des opérations humanitaires. Il serait donc important d'élucider les opinions divergentes qui illustrent un impact mitigé voire négatif des acteurs externes sur la résilience, le pouvoir d'agir et la cohésion sociale des habitants. Il est également nécessaire de faire la distinction entre les provinces dans la mesure où le niveau d'investissement des acteurs a varié. **De plus, près de 33% des répondants ont affirmé l'absence de collaboration avec les acteurs extérieurs (ONG, des agences gouvernementales) pour faire face à leurs défis du quotidien.**

Les interventions existantes des organisations internationales oeuvrant dans cette partie du Tchad les plus citées par les participants au sondage sont, par ordre d'importance :

1. Distribution d'aide alimentaire
2. Distribution des articles non-alimentaires
3. Installation de point d'eau
4. Construction et réhabilitation d'infrastructures (forage, école, banque céréalière)
5. Distribution de cash

La plupart des membres de la population autochtone a exprimé un sentiment d'abandon de la part des organisations humanitaires et de développement. Tandis que les réfugiés et anciens déplacés internes ont loué l'assistance perçue jusqu'à présent sans occulter les manques et l'impact négatif des dispositifs ne répondant pas entièrement à leurs besoins et risquant de polariser davantage les groupes en conflit. Quant aux informateurs clés des 3 provinces, ils ont majoritairement exprimé des opinions mitigées sur ces interventions, laissant transparaître un manque de coordination avec eux.

A Sila, les habitants ont présenté une opinion mitigée vis-à-vis des acteurs externes. Plusieurs participants ont exposé les limites de l'assistance perçue dans leur communauté et ont demandé que l'assistance soit apportée autant à la population hôte qu'aux réfugiés. Certains ont aussi exprimé l'urgence de diversifier l'aide humanitaire et de mieux répondre aux besoins réels et persistants des communautés.¹⁰⁰ L'inégalité entre les bénéficiaires est aussi un point de mécontentement, notamment lorsqu'il s'agit de distribution de cash. Ce qui présente un risque de créer des tensions intracommunautaires.¹⁰¹ Des participants expriment aussi des attentes plus orientées vers l'aide au développement dans leur communauté. D'autres regrettent que l'impact de l'intervention positive des acteurs externes soit réduit par les actes de violence et l'insécurité qui visent particulièrement les réfugiés, principaux récipiendaires de l'assistance humanitaire : **(« Les ONG interviennent positivement et une partie de groupe de personne sont expert en vol et maltraite beaucoup la population »).**¹⁰²

Quant aux informateurs clés, leur opinion est beaucoup plus favorable mais certains d'entre eux confirment la tendance d'une intervention qui met les autochtones à l'écart en ne favorisant que les réfugiés¹⁰³ et qui néglige les revendications et les expertises locales : **(« Ceux qui viennent d'ailleurs ne sont pas censés connaître la réalité d'ici, et pourtant il y a des jeunes ici, diplômés, expérimentés qu'ils peuvent bien recruter »).**¹⁰⁴

¹⁰⁰ Focus groupes à Sila et à Habilé 3, ainsi qu'à Hadjer Hadjid où les agriculteurs déplorent le mécanisme imposé par le gouvernement sur la période de récolte jugé plutôt avantageux pour les éleveurs.

¹⁰¹ Focus groupe avec les réfugiés à Aradib Août 2023

¹⁰² Focus groupe avec les jeunes à Hadjer Hadjid Août 2023

¹⁰³ Focus groupes avec les hommes à Hadjer Hadid. Août 2023

¹⁰⁴ Informateur clés à Abéché et à Kiniwane. Août 2023

A Ouaddaï, les opinions sur l'impact de l'aide venant de l'extérieur convergent avec celles exprimées par les participants issus de la province de Sila. En effet, l'aide y est perçue comme nécessaire mais mal orientée dans la mesure où elle ne répond pas toujours aux défis de la vie quotidienne : (« Les dons ne sont pas toujours adaptés aux besoins »).¹⁰⁵ De plus, comme à Sila et à Wadi Fira, les populations autochtones apparaissent comme lésées et s'expriment sur le manque d'investissement pour le développement local, la priorité étant accordée à l'assistance humanitaire aux réfugiés.¹⁰⁶ Une assistance qui semble avoir été interrompue, selon quelques réfugiés. Le point de vue des informateurs clé est un peu plus nuancé car les observations révèlent que des acteurs externes ont oeuvré pour la cohabitation pacifique et que leur impact a été positif,¹⁰⁷ comme reflète ce témoignage : (« Les interventions humanitaires renforcent beaucoup la cohésion sociale »).¹⁰⁸ Il serait intéressant d'établir un lien avec les nombreuses descriptions illustrant un niveau de solidarité et le souhait de maintenir une cohabitation pacifique entre les communautés (voir les profils communautaires), laissant penser que des interventions sur la gestion des conflits ont déjà eu lieu. Toutefois, certains en font une forte et innovante recommandation, notamment à Hadjer Hadid.

On ne note pas de disparité de genre dans ces revendications, si ce n'est que dans certains contextes, les femmes ont insisté sur la lutte contre la malnutrition des enfants (notamment à Ouaddaï) et que plusieurs de groupes de jeunes, femmes et hommes ont suggéré la création d'espaces pour les jeunes (divertissements mais aussi appui en leadership). Il n'y a pas non plus de disparités importantes entre les revendications formulées par les autochtones, les anciens déplacés internes et les réfugiés, sauf à Wadi Fira où les autochtones ont insisté sur le besoin de bénéficier d'une assistance égalitaire avec les réfugiés. En ce qui concerne les recommandations portant sur la cohésion sociale, elles sont reflétées par l'appel lancé aux autorités afin de promouvoir et d'assurer la cohabitation pacifique entre les groupes.

A Wadi Fira, on note que les autochtones ont une opinion négative de l'assistance humanitaire dans la mesure où elle est perçue comme biaisée et seulement orientée vers les réfugiés.¹⁰⁹ Des participants ont déploré ne pas pouvoir cerner les objectifs de l'aide humanitaire et ont insisté sur l'impact négatif et le manque de pérennité des actions.¹¹⁰ Il est important de noter que cette perception nourrit les tensions entre autochtones et réfugiés et par conséquent, les signes de méfiance vis-à-vis d'elles sont palpables et leur bienfaisance est remise en question, comme à Ouaddaï. A Iriba, l'aide humanitaire est perçue comme disproportionnée et inégalement répartie. Plusieurs participants aux groupes de discussion et informateurs clés ont déploré le manque de durabilité des programmes, citant même certains programmes qui s'arrêtent brusquement, laissant les bénéficiaires dans le noir. Des témoignages ont aussi établi un lien entre l'augmentation du coût de la vie, les tensions avec les réfugiés et l'impact de l'assistance humanitaire.¹¹¹ Enfin, à l'instar de la déclaration qui suit, un bon nombre de participants et d'informateurs clés ont encouragé les acteurs de l'assistance humanitaire à oeuvrer pour la cohabitation pacifique : (« On demande aux ONG de prendre nos doléances sans discrimination afin de pouvoir vivre en harmonie »).¹¹¹

Il est aussi important de noter que comme la déclaration qui suit d'autres témoignages corroborent le point de vue des jeunes sur l'influence des acteurs de gouvernance dans la distribution de l'aide humanitaire: **“Le Chef (x)¹¹² doit changer sa mentalité. Tout le temps que les organisations nous apportent de l'aide, nous n'en bénéficions pas»**,¹¹³ rapporte un informateur.

¹⁰⁵ Plusieurs focus groupes avec les autochtones et les réfugiés notamment à Zabout, Kororé, Aradib. Juillet 2023

¹⁰⁶ Focus groupes à Abchour. Juillet 2023

¹⁰⁷ Focus groupes avec les réfugiés à Gourou Koune. Juillet 2023

¹⁰⁸ Plusieurs informateurs clés à Goz Beida et à Kororé. Août 2023

¹⁰⁹ Un informateur clé à Goz Beida. Août 2023

¹¹⁰ Un participant à un focus groupe à Arkoum. Août 2023

¹¹¹ Plusieurs focus groupes à Arkoum et à Bredjing village. Août 2023

¹¹² Informateurs clés à Ourkouloung, Kiniwane, Hadjer Hadid Août 2023

¹¹³ Informateurs clés à Bredjing village. Août 2023

Il était important d'établir un lien avec l'impact des acteurs externes sur le pouvoir d'agir des communautés et des acteurs garants de la protection et de la gestion de celles-ci. Dans l'ensemble les perspectives varient même si elles convergent vers une opinion mitigée et un appel à rééquilibrer l'assistance en vue de renforcer la cohésion sociale. **Dans les trois provinces, ADES,¹¹⁴ ANADER et CNARR¹¹⁵ sont fréquemment mentionnées par les participants dans les différents groupes de discussion et lors des entretiens personnels. De ces trois, seule ADES travaille directement sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix parmi les populations vulnérables.** Les deux autres considèrent cet aspect comme l'une des composantes de leur travail. Elles sont toutes mentionnées comme contribuant à un certain niveau à la résolution des conflits et à la construction de la paix, le CNARR étant mentionné dans les situations où les réfugiés sont en conflit entre eux ou avec la population locale. L'ANADER est mentionnée plus spécifiquement lorsqu'il s'agit d'agriculteurs ou une situation entre agriculteurs et éleveurs.

D'autres associations locales telles que l'association des agriculteurs, l'association des éleveurs, l'association des artistes et l'association des commerçants, sont également mentionnées comme contribuant à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

La section suivante de ce rapport présente les opportunités pour une intervention sensible aux dynamiques de conflits.

4. Les opportunités émergentes pour la cohésion sociale et la paix: quelles implications pour les acteurs externes?

L'impact des interventions humanitaires est globalement perçu positivement même si les opinions sont mitigées. L'assistance humanitaire est vue comme nécessaire et primordiale, toutefois elle peut contribuer à exacerber les dynamiques de conflits existants, dans la mesure où les interventions ont tendance à créer une certaine polarisation entre les autochtones, les anciens déplacés internes et les réfugiés. Par ailleurs, bien que relativement bien perçues, les aides ne répondent pas toujours aux besoins des populations. De plus, les témoignages recueillis ont permis d'identifier les risques d'une assistance humanitaire mal orientée, dans la mesure où elle peut aussi nourrir les perceptions négatives que les communautés peuvent avoir à l'égard de leurs représentants et des autorités. Ainsi, les acteurs externes exercent une influence sur la cohésion sociale mais aussi sur les mécanismes de gestion et de gouvernance, nécessaires pour contribuer à l'amélioration des communautés qui subissent les conflits de manière directe et indirecte. L'étude propose donc des recommandations en vue de raffermir le volet cohésion sociale des interventions en cours, où des dispositifs inclusifs et axés sur les capacités des acteurs locaux et des communautés sont mis en place pour une meilleure coordination des interventions sensibles aux contextes, ainsi qu'aux dynamiques intra, intercommunautaires et institutionnels.

Il est important de noter que les recommandations sont identiques dans les trois provinces, avec toutefois des variations comme pour un appui en ressources agricoles dans les diverses localités de la province d'Ouaddai et dans une certaine mesure à Wadi Fira. Les demandes ciblent autant les acteurs externes que le gouvernement et les autorités tchadiennes, ce qui renforce cette perception d'une légitimité affaiblie. Conformément aux visions partagées par les membres de la communauté, l'accès aux infrastructures de base, l'assistance aux moyens de subsistance, la protection (sécurité) et la cohabitation pacifique sont des priorités pour améliorer leur condition de vie. Les recommandations identifient des pistes non seulement pour rétablir/améliorer leur niveau de subsistance, mais aussi pour influencer leur pouvoir d'agir pour construire la paix et l'accès (et usage) aux instances de gouvernance et de prise de décision affectant leur vie quotidienne.

Avant de prendre connaissance des recommandations, il est important de souligner que les besoins en accroissement des divers populations (plus particulièrement à Ouaddai et à Wadi Fira) qui veulent voir leurs moyens de subsistance augmenter sont fortement liés aux besoins de renforcer la cohésion sociale actuellement mise à mal par la crise humanitaire et les interventions des acteurs externes. Ainsi, les 4 domaines d'opportunités sont fondés sur l'analyse du vécu des membres de la communauté, de leurs besoins, ainsi que reposent sur l'analyse des dynamiques relationnelles entre les individus, les communautés et les institutions. Elles ont toutes pour

¹¹⁴ Agence de Développement Économique et Social (ADES), est une ONG internationale Tchadienne

¹¹⁵ ANADER (Agence Nationale d'Appui au Développement Rural) et CNARR (Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés), sont des entités étatiques.

objectif d'orienter et d'aider les différentes parties prenantes à mieux gérer les conflits endémiques et à comprendre l'influence des acteurs externes sur ces dynamiques. Chaque recommandation est à appliquer selon les approches et procédés suivants:

- ➔ Influencer la cohésion sociale et favoriser une approche intégrée de la paix.
- ➔ Investir dans des ressources en vue d'instaurer la paix (la sensibilisation, matériels, infrastructures qui rassemblent : services, espaces de concertation).
- ➔ Mener les activités en prenant compte du pouvoir d'agir des individus et des communautés, et de la légitimité des acteurs de pouvoir.
- ➔ Maintenir une démarche inclusive et égalitaire (à travers une approche d'analyse intersectionnelle) en tirant profit de la diversité de la population, bien que l'autonomisation des jeunes et celle des femmes doivent faire l'objet d'une intervention transversale.
- ➔ Adapter son intervention pour répondre à un contexte et à des besoins changeants: de l'assistance directe au développement local et durable.

OPPORTUNITÉ #1 Coopérer autour de la sensibilisation pour le vivre-ensemble et la gouvernance inclusive

Les campagnes peuvent contribuer à promouvoir la compréhension et à réduire les tensions entre les différents groupes de la communauté. En sensibilisant aux avantages de la cohabitation pacifique, la campagne peut encourager le dialogue et la coopération entre les différents groupes. De plus, une campagne de sensibilisation peut contribuer à instaurer la confiance et peut favoriser un climat de vivre ensemble entre les différents groupes. La majorité des répondants ont privilégié la sensibilisation et le dialogue pour la paix et la cohabitation pacifique parmi les besoins prioritaires pour améliorer leurs conditions de vie. Des initiatives telles que l'organisation de caravanes, de campagnes de sensibilisation, d'ateliers et de journées culturelles (musique, théâtre, événements sportifs...) ont été proposées. De plus, certains répondants ont mentionné le besoin d'une station de radio communautaire¹¹⁶ qui, selon eux, contribuerait à la sensibilisation, à l'amélioration de la communication entre les personnes et à la résolution d'un certain nombre de défis tels que la cohésion sociale, les problèmes fonciers, la scolarisation des enfants, la promotion des mesures hygiéniques, de préservation de l'environnement, la promotion des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, etc. Au-delà des opportunités éducatives et de rassemblement que ces canaux de sensibilisation peuvent apporter, dans le contexte étudié, les dialogues sont aussi recommandés pour améliorer les relations entre les habitants et les autorités: **("Nous avons besoin de dialogues entre les jeunes, entre les parents et les jeunes, mais aussi entre les jeunes et les autorités locales")**.¹¹⁷

Le recensement des structures locales oeuvrant pour la cohésion sociale a démontré que peu d'entre elles se focalisent sur cet axe (voir observation 12). Or, ces genres d'organisations peuvent aider les communautés locales à s'approprier le processus de construction de la paix. Cela contribuera à renforcer les capacités locales et à promouvoir des efforts de consolidation de la paix durable. Il peut s'agir de mener des activités promouvant l'égalité des genres, l'inclusion sociale, ainsi que de développer des compétences en matière d'analyse des conflits, de médiation et de négociation.

Grâce à une approche participative, Concern Worldwide et IRC seront en mesure de renforcer leurs relations avec les communautés en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires locaux et les points focaux qui ont été identifiés et leur doter de compétences en matière de sensibilité aux conflits, les guider et les soutenir grâce aux stratégies de paix qui seront proposées par Search for Common Ground. Elles peuvent aussi faciliter le partage d'expériences entre différents groupes de la communauté, ce qui contribuerait à la promotion de la cohésion sociale entre les différents groupes. De cette manière, les efforts de consolidation de la paix sont pris en charge localement, sont inclusifs et s'inscrivent dans la durée. Une telle assistance technique et en ressources

¹¹⁶ Focus Groupes: Jeunes hommes de Goz Beida, Jeunes hommes d'Iriba. Juillet - Août 2023.

¹¹⁷ Participant à un focus groupe de jeunes hommes de Iriba. Août 2023

va encourager les différents acteurs à coopérer et à se coordonner. De plus, certaines initiatives locales sont éphémères en raison des différents défis auxquels elles sont confrontées; il est donc important de leur apporter un soutien, qui peut prendre de nombreuses formes. Le soutien financier et l'assistance technique avant, pendant et après les initiatives/activités ont été les plus mentionnés par les participants aux groupes de discussions et entretiens individuels.

Précaution à suivre

- ➔ Élaborer des programmes radio, des débats, des séries dramatiques et des messages d'intérêt public en utilisant des canaux de diffusion appropriés pour atteindre efficacement le public cible et garantir un impact durable sur le changement de comportement et la promotion de la paix.
- ➔ Concevoir des campagnes de sensibilisation qui tiennent compte des spécificités culturelles, respectent les normes et les traditions locales et évitent l'utilisation de symboles ou l'implication d'individus ou d'organisations/associations perçues comme nuisibles ou ayant une influence négative dans la communauté.
- ➔ Garantir l'inclusion et la représentation en impliquant différentes structures locales, les jeunes et les femmes dans l'organisation des campagnes de paix afin de garantir l'inclusion et la représentation de la diversité de la communauté et éviter ainsi de renforcer les déséquilibres de pouvoir et d'exacerber la marginalisation.
- ➔ Travaillez en étroite collaboration avec les autorités administratives, traditionnelles et religieuses locales, et alignez les activités sur le plan de développement national du gouvernement tout en incorporant des mesures de sensibilité aux conflits.
- ➔ Faire bon usage des séances d'arbre à palabres, des réunions communautaires, des affiches, des dépliants et les médias sociaux pour atteindre les différentes sections de la société.

Mesurer régulièrement l'efficacité de la campagne et former les associations locales. Toutefois, les campagnes doivent tenir compte des spécificités culturelles, être ouvertes à tous et s'inscrire dans une stratégie

- ➔ plus large de consolidation de la paix qui s'attaque aux causes profondes du conflit.

Ces éléments seront intégrés de manière exhaustive dans la stratégie de consolidation de la paix du projet.

OPPORTUNITÉ #2 : Améliorer les conditions de vie par la réhabilitation d'infrastructures de base pour réduire les dynamiques polarisantes.

Il y a un lien à établir entre la construction d'infrastructures (doté d'un personnel qualifié) et l'augmentation du niveau de résilience des individus, permettant ainsi de faire face plus facilement aux défis de la vie dans une région sujette aux conflits et vulnérable au changement climatique. Pour garantir la sécurité sociale et alimentaire, il est important de promouvoir un accès durable et équitable aux ressources telles que la nourriture, l'eau et les soins de santé, tout en s'attaquant aux facteurs sociaux et économiques sous-jacents qui contribuent à l'insécurité. Le développement d'infrastructures de base¹¹⁸ pourrait donc être une opportunité pour la paix. Les personnes interrogées lors de divers entretiens et discussions de groupe ont recommandé le développement d'infrastructures de base dans leur localité pour l'amélioration de leur condition de vie mais également pour atténuer tout risque de fragilisation de la cohabitation pacifique entre autochtones et réfugiés. L'existence de forages grâce au financement d'organisations telles que l'IRC, l'HIAS et d'autres est saluée, toutefois elles reconnaissent également que ces points d'eau ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins croissants de la population et deviennent ainsi une source de tension entre les communautés.

¹¹⁸ Selon un rapport du United States Institute for Peace, La provision de services de base est essentielle pour la sécurité, la gouvernance, le développement économique et le bien-être social#. Le rapport poursuit en disant que, dans les environnements sensibles aux conflits, l'état des infrastructures est souvent un baromètre qui permet de savoir si une société va s'enfoncer davantage dans la violence ou si elle va sortir pacifiquement du cycle des conflits.

Parmi les éléments cités par les répondants, les plus prioritaires à réaliser sont:

- la construction des barrages des sables, mares et seuils d'épandage
- la construction/réhabilitation des châteaux d'eaux et puits intercommunautaires
- la construction d'écoles, centre hospitaliers, pharmacies et banques céréalières
- la délimitation claire des espaces de transhumances, l'établissement des clôtures autour des champs et la réhabilitation de l'état des routes.

Précaution à suivre

- Choisir avec soin l'emplacement des nouvelles infrastructures pour éviter qu'elles ne deviennent une source de tension au sein de la communauté. Par exemple, veiller à ce que les infrastructures ne soient pas construites sur des terrains où il existe des problèmes fonciers et, le cas échéant, communiquer avec les communautés concernées au sujet de l'acquisition de ces terres. Veiller à ce que la zone ne favorise pas un groupe au détriment d'un autre.
- Assurer un partage équilibré des responsabilités et des tâches dans la gestion des infrastructures accessibles à la fois par les populations hôtes et par les réfugiés, afin d'éviter les griefs. La mise en place de systèmes de cogestion pourrait également être un moyen d'améliorer la cohésion sociale entre ces groupes. Ce système de cogestion se fait à travers la mise en place de mécanismes structurels de gestion avec des responsabilités précises et comprises par tous. Par exemple, veiller à ce que les centres de santé installés dans les camps de réfugiés disposent d'un personnel mixte (réfugiés et locaux) afin d'éviter les plaintes, comme c'est le cas à Hadjer Hadid.¹¹⁹
- Veiller à ce que les normes et traditions locales soient prises en compte, même dans le cadre de la promotion de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale. Par exemple, soutenir les institutions locales (telles les structures communautaires locales, les chefs religieux ou les autorités coutumières) et collaborer avec elles afin qu'elles intègrent dans leurs activités des pratiques tenant compte de la dimension de genre et de l'inclusion sociale. Ce soutien peut prendre la forme de sessions de formation, d'ateliers ou de programmes de renforcement des capacités conçus pour préserver les traditions culturelles tout en favorisant l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.
- Veiller à ce qu'un mécanisme soit mis en place pour gérer et contrôler les ressources fournies au profit de la communauté. S'assurer qu'elles sont entretenues et qu'elles sont équitablement accessibles par tous les différents groupes de la communauté.
- Mettre en place des comités de gestion des plaintes, recueillies de manière anonyme (ligne verte, boîte à suggestions, etc.), qui soient mixtes ou alors créer un nombre de comités homogènes qui soient représentatifs de tous les groupes sociaux
- Restituer les résultats du projet dans les communautés (études, missions de suivi et évaluation, meeting réflexion)"

OPPORTUNITÉ #3 : Mettre à disposition des ressources pour favoriser le leadership des personnes exclues des plateformes de gestion des crises

Les activités de divertissement: sport, jeux, théâtre et événements publics sont classées en troisième position des éléments rassembleurs les plus cités par les répondants. Ces espaces peuvent servir de catalyseurs pour promouvoir la compréhension et la collaboration entre différents groupes. Grâce à une démarche sensible tenant compte des normes culturelles et religieuses; et en s'engageant auprès des associations locales, des sujets sensibles liés aux tensions communautaires peuvent être abordés à des fins de sensibilisation et pour encourager le dialogue. Les organisateurs peuvent choisir de proposer des événements responsabilisants et accessibles pour tous, ou

¹¹⁹ Groupe de discussion avec population hôte (hommes). Août 2023.

de créer des espaces pouvant permettre à certains groupes de se sentir libres de s'exprimer et de prendre des initiatives en toute sécurité. Une participante à un groupe de discussion des femmes a suggéré de construire une maison de femmes pour promouvoir le bien-être sociale et sensibiliser sur les questions de genre.¹²⁰ De plus, la construction/réhabilitation et promotion des lieux de rencontre existants dans les villages, tels que les hangars, espaces pouvant aussi être utilisés pour d'autres activités/réunions dans les villages. La plupart des jeunes qui ont participé aux groupes de discussion ont recommandé la construction d'espaces de divertissement, tels que des terrains de football, comme un espace qui pourrait faciliter les échanges entre les jeunes de différentes communautés. Ce qui corrobore avec les données qualitatives, en particulier dans la province de Wadi Fira, où les sports, les jeux et le théâtre sont les éléments rassembleurs qui viennent en première position pour les personnes interrogées. Les jeunes pourraient tout autant bénéficier de tels espaces pour favoriser le bien-être, le comportement pro-social et être accompagnés dans leur démarche de développer leur leadership.

Précaution à suivre

- ➔ Afin d'impulser des changements positifs pour tous et d'offrir un cadre où chaque individu/ groupe d'individu ciblé puisse réaliser son/leur potentiel, s'assurer que les dispositifs prennent en considération les expériences vécues et les besoins exprimés par les différents groupes (genre, statut etc..) à intégrer dans tous les aspects de la planification de l'événement et en offrant des espaces sûrs à tous les participants.
- ➔ Coopérer avec les structures et les autorités locales afin de garantir ces espaces de façon pérenne

OPPORTUNITÉ #4 : Mettre à disposition des ressources pour augmenter les moyens de subsistance et favoriser le développement social des personnes vulnérables.

Le chômage des jeunes est un facteur pouvant conduire à la désaffection, à un sentiment d'intolérance et à un manque d'engagement positif, ce qui pourrait rendre les jeunes vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes.¹²¹ Dans le cas du Tchad, certains sont motivés par la crise politique de leur pays (un ralliement basé sur des attaches ethniques), d'autres par des motivations financières.¹²² Les ONG peuvent réduire le chômage des jeunes en leur offrant des possibilités d'emploi, ce qui favorise la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre jeunes de différents milieux. Les programmes d'emploi des jeunes permettent également de renforcer les compétences et les capacités, de briser le cycle de la pauvreté et de l'exclusion, contribuant ainsi à la consolidation de la paix en offrant une alternative au recours à la violence. Les répondants dans les trois provinces, en particulier les jeunes (et leurs représentants) reprochent aux ONG opérant dans leurs localités de ne pas utiliser les compétences locales et de préférer employer des personnes venant de N'Djaména et d'Abéché ou des personnes venant du Sud.

En outre, la création d'opportunités économiques par le biais de programmes d'emploi pour les jeunes peut réduire la pauvreté et les inégalités. Plusieurs groupes (femmes, jeunes filles et jeunes hommes) ont souligné le manque de soutien à leurs activités génératrices de revenus. Le financement d'activités génératrices de revenus dans des régions où les possibilités d'emploi sont limitées peut réduire la pauvreté, promouvoir la stabilité économique et favoriser la consolidation de la paix en encourageant la cohésion sociale, le renforcement des capacités et une culture de la paix. L'agriculture, l'élevage, les petites entreprises, l'artisanat, les initiatives de microfinance, l'écotourisme, l'installation et la vente de produits alimentés par l'énergie solaire sont autant d'exemples d'activités citées par les répondants. Ces genres d'activités peuvent être financées en encourageant la coopération entre différents groupes de la communauté à des fins d'inclusion sociale.

¹²⁰ Groupe de Discussion avec population hôte (femmes) à Iriba. Aout 2023

¹²¹ Adelaja, Adesoji, and Justin George. 2020. "Is Youth Unemployment Related to Domestic Terrorism?" *Perspectives on Terrorism* 14 (5): 41–62.

¹²² The Fallout in Chad from the Fighting in Darfur." August 10, 2023. <https://www.crisisgroup.org/africa/centralafrica/chad/fallout-chad-fighting-darfur>

Précaution à suivre

- Pour s'assurer que le processus de recrutement donne la priorité aux compétences locales, les ONG doivent travailler en étroite collaboration avec les autorités locales et les groupes de jeunes, avec une représentativité des différents groupes aussi bien au niveau des chefs-lieux que dans les villages. (**“Les ONG ne devraient pas se contenter de publier des offres uniquement dans leurs bureaux et au bureau communal. Les offres devraient être publiées même dans les localités situées en dehors de la ville, afin de donner une chance aux jeunes en dehors de la ville.”**)¹²³
- Assurer un processus de recrutement transparent avec une considération égale pour les candidats locaux et une représentation de leur diversité, y compris un critère de genre tout en impliquant les autorités locales dans ce processus. Dans une certaine mesure, cette exigence devra primer sur certaines politiques internes. D'où la nécessité pour les organisations d'adapter leurs politiques aux circonstances et à la dynamique de l'environnement dans lequel elles opèrent.
- D'après les observations sur le terrain, un tel mécanisme est déjà utilisé par les ONG dans certaines régions du Tchad, comme Hadjer Hadid et Iriba, même s'il n'est pas encore optimal. Une base de données de jeunes chômeurs de la localité est mise à la disposition des ONG et sert de réservoir de talents.
- S'assurer de la représentativité de tous les chefs lieux des cantons dans le processus de recrutement dans la zone.
- Respecter le personnel local, ses coutumes et sa dignité sur le lieu de travail.
- Appliquer un plan de formation technique accessible aux jeunes dans des filières choisies par eux même avant l'acquisition des moyens financiers et matériels.
- Créer des centres de formations technico professionnels accessibles à toute la communauté dans la zone où les jeunes vont aller à leur guise se former dans des divers métiers.
- Respecter équitablement le cadre légal et les droits des employés ou prestataires
- Donner un rôle à certains membres de la communauté dans le suivi des activités
- Identifier des «champions» (plus modérés ou plus ouverts) parmi les chefs locaux et travailler plus avec eux comme points d'entrée de notre approche dans la région.
- Encourager les partenaires locaux à refléter les valeurs du consortium dans l'engagement communautaire
- Partager avec les autorités les leçons apprises des activités menées et écouter leurs recommandations

¹²³ Entretien individuel avec le préfet d'Iriba. Août 2023.

5. Conclusion

L'analyse des conflits confirme le lien entre la cohabitation pacifique et la disponibilité des moyens de subsistance. La fragilité des moyens de survie nourrit les relations polarisantes au niveau intracommunautaire. Les mécanismes de gestion des conflits pourraient bénéficier d'une meilleure coordination entre les autorités coutumières et les institutions, ce qui renforcerait leur efficacité. Cela a des répercussions sur la sécurité des habitants, leur pouvoir d'agir, leur confiance en leurs institutions et leur perception de l'assistance humanitaire. D'ailleurs, les perspectives sur l'impact des interventions communautaires sont variées, même si elles convergent vers une opinion mitigée et un appel à rééquilibrer l'assistance et à orienter une stratégie répondant aux besoins de développement locale, en vue de renforcer la cohésion sociale.

Opportunité #1 Coopérer autour de la sensibilisation pour le vivreensemble et la gouvernance inclusive	Opportunité #2 Améliorer les conditions de vie par la réhabilitation d'infrastructures de base pour réduire les dynamiques polarisantes.	Opportunité #3 Mettre à disposition des ressources pour favoriser le leadership des personnes exclues des plateformes de gestion des crises	Opportunité #4 Mettre à disposition des ressources pour augmenter les moyens de subsistance et favoriser le développement social des personnes vulnérables.
<p>Mener des campagnes de sensibilisation pour renforcer la cohésion sociale et encourager les habitants à participer à la création des messages à diffuser. Renforcer le savoirfaire et les réseaux des structures locales oeuvrant pour la cohabitation pacifique.</p> <p>Faire bon usage des installations de loisirs en les rendant plus inclusives et plus sécurisants.</p> <p>Lutter contre la désinformation autour de l'acquisition des terres par le HRC.</p>	<p>Investir et coopérer avec les autorités dans les services essentiels (Eau, Éducation, Santé, Routes)</p> <p>Stimuler les moyens de subsistance et le développement social</p>	<p>Mettre à profit et diversifier les espaces récréatifs et inclusifs</p>	<p>Favoriser la création d'emploi et le développement d'activités génératrices de revenus</p> <p>Améliorer les pratiques d'embauche en encourageant la diversité culturelle et l'intégration des compétences de jeunes.</p>
<p>Acteurs concernés: Les autorités locales Les ONG et associations locales HRC</p>	<p>Acteurs concernés: Les autorités étatiques ONGs/Associations locales Différents regroupements locaux (jeunes, des femmes, personnes vivant avec handicap...) Autorités locales Personnes ressources clés de la communauté</p>	<p>Acteurs concernés: Autorités locales Différents regroupements locaux (jeunes, des femmes, personnes vivant avec handicap...) ONGs, ONGi</p>	<p>Acteurs concernés: ONGs/Associations locales Différents regroupements locaux (jeunes, des femmes, personnes vivant avec handicap...) Autorités locales ONGs, ONGi</p>

Figure 11 Récapitulatif des domaines d'opportunités et des actions à prioriser

Le tableau ci-dessus présente les domaines d'opportunités ainsi que les actions à entreprendre, tandis que la section qui suit offre un condensé des recommandations et des leçons tirées de ce rapport. Elles répondent à la fois aux questions de recherche et au besoin de faire transparaître les axes sur lesquels la stratégie de sensibilité au conflit du programme RESPECCT doit se reposer.

RECOMMANDATIONS

Le manque d'infrastructures et d'accès aux services essentiels (eau, santé, route, éducation) accentue la vulnérabilité des moyens de subsistance des habitants et aggrave les conditions d'insécurité (violence et insécurité alimentaire)

- ➔ Développer et réhabiliter les infrastructures de base (châteaux d'eaux, puits, écoles, hôpitaux, banques céréaliers, espaces récréatifs,...) et permettre à tous les groupes de la population d'y accéder facilement et équitablement.
- ➔ Garantir la durabilité et la redevabilité des programmes de réhabilitation en mettant en place des systèmes et des équipes de gestion mixtes au niveau local et en coordonnant avec les organisations et les autorités qui seront en charge de déployer le personnel.

Les conflits fonciers sont la source de multiples tensions intercommunautaires, plus précisément celle qui oppose les agriculteurs et les éleveurs prédomine.

- ➔ En soutien au gouvernement et aux comités d'action locale, favoriser le développement d'un système et d'outils de gestion des terres se penchant sur les couloirs de transhumance, les pâturages et les terres arables, ainsi que les points d'eau. Tout au long du processus, assurer la participation par un dialogue régulier entre les éleveurs et les agriculteurs.
- ➔ A travers des actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès des principaux acteurs gouvernementaux, promouvoir la promulgation de lois qui favorisent l'ordre et l'inclusion sociale et qui protègent et facilitent l'indemnisation des propriétaires de terrains utilisés pour l'établissement de camps de réfugiés. Par exemple, le consortium pourrait encourager les dispositifs de sensibilisation et de lutte contre la désinformation concernant l'acquisition de terres par le HCR pour les camps de réfugiés, et aider les autorités à mieux communiquer sur les mesures visant à préserver les ressources des autochtones.
- ➔ Maintenir le contact grâce à un système de communication et de gestion des plaintes bien déterminé.

Les membres des communautés veulent maintenir la cohabitation pacifique entre les autochtones, les anciens déplacés internes et les réfugiés et gérer positivement les conflits.

- ➔ Informer, sensibiliser et traiter les questions d'ordre communautaire par le biais de campagnes de masse sur diverses questions d'intérêt général, notamment la scolarisation des enfants, la gestion des points d'eaux et autres infrastructures communautaires, la sécurité/l'insécurité dans la communauté, la gestion des problèmes fonciers, etc.

Les mécanismes de gestion et de gouvernance présentent des failles en matière d'inclusion et de légitimité, ce qui divise les communautés entre elles et crée un fossé entre les autorités et les groupes les plus exclus de la société.

- ➔ Des formations techniques en gestion inclusive des conflits pourraient être dispensées auprès des autorités administratives et coutumières pour améliorer la prise en charge des plaintes et réduire l'insécurité et l'impunité vulnérabilisant davantage les populations. Plus concrètement, accompagner les mécanismes locaux de gestion des conflits en renforçant leurs capacités en matière d'analyse, de prévention et de gestion des conflits, de médiation et de négociation.
- ➔ Promouvoir la participation des groupes marginalisés, tels que les femmes, les personnes vivant avec handicap et les jeunes.

Les acteurs externes (ONG, organisations internationales...) sont encouragées à réduire les pratiques discriminatoires sur la provision de l'assistance et à mieux répondre aux besoins de développement locale et de cohésion sociale

- ➔ Soutenir et promouvoir des activités/programmes communs générateurs de revenus associant différentes souches de la communauté (population autochtone, réfugiés, agriculteurs, éleveurs, anciens déplacés internes, jeunes, etc.) qui répondent aux besoins fondamentaux de la communauté de manière durable et garantissent qu'ils résistent aux effets du changement climatique et des conflits.
- ➔ Promouvoir une image positive des acteurs locaux et internationaux impliqués dans les activités de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement dans la région, en utilisant tous les médias disponibles.